

Chapitre VII

LES RAPPORTS AVEC L'ÉTRANGER

7.1. MONNAIES INDÉPENDANTES ET ZONES MONÉTAIRES

Au cours des chapitres précédents, l'activité de la banque centrale sur le marché du crédit et dans le système économique a été étudié, ses rapports avec le reste du monde ayant été exclus. Une fois les fonctions monétaires des instituts d'émission africains définies, l'analyse a porté sur les opérations effectuées avec les opérateurs « Système bancaire » et « Administration publique » et enfin sur la contribution au développement, dans les domaines de la mobilisation de l'épargne, de l'extension des marchés financiers et de l'utilisation de l'instrument inflationniste.

Le troisième opérateur, en contrepartie duquel on crée ou on détruit la base monétaire, est « l'Etranger ». Pour la banque centrale les variations dans les comptes avec les autres pays sont considérées comme externes puisqu'elle n'a aucune possibilité d'intervention directe sur ces variations. Avec l'autorisation préalable des autorités gouvernementales elle ne peut que réglementer certaines transactions (contrôles sur les importations, les changes, les mouvements financiers, et autres) ou bien se constituer partie active pour se procurer des devises étrangères (position déficitaire) ou placer de manière adéquate les devises en surplus sur les marchés internationaux (position excédentaire).

Les opérations effectuées avec l'étranger sont nombreuses dans le domaine commercial et financier. Pour ce problème il n'y a pas de différences appréciables entre l'Afrique et les autres pays en voie de développement. Ce qui, par contre, est particulier, sinon exclusif à ce continent, est la distribution et l'organisation des différentes monnaies; l'appartenance ou la non appartenance à des régions ou à des zones monétaires conditionne le cadre des rapports économiques avec l'étranger et contribue à déterminer les modalités de financement des passifs et celles de l'investissement des soldes actifs. En dépit des différences de « philosophies » sur lesquelles sont basées les systèmes liés au franc français et à la livre sterling (1), on constate que l'évolution récente ainsi que celle prévisible pour l'avenir aboutissent à un rapprochement substantiel des deux organisations et de celles adoptées par les pays jouissant de l'autonomie monétaire.

Tous les Pays d'Afrique sont membres du Fonds Monétaire International et ont, par conséquent, été obligés de déclarer la parité de leur monnaie (2) avec l'or au moment de leur adhésion à ce Fonds. Les récents événements monétaires, cependant, ont

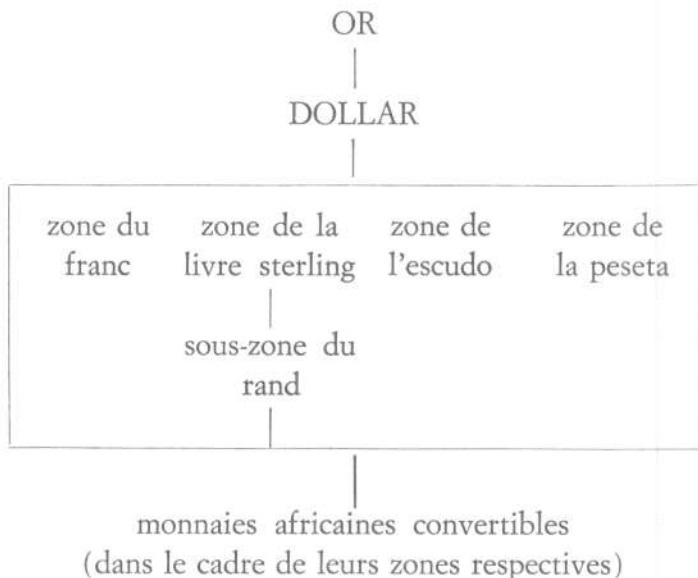
(1) Par une synthèse poussée à l'extrême et au risque d'une simplification excessive comme le fait observer l'Auteur lui-même, MUNDELL, dans *African trade, politics and money*, UNECA, janvier 1971, pp. 48-49, écrit: « En France on a insisté sur l'automaticité aristotélique; en Angleterre sur le système platonicien et keynésien. Ces traditions ont influencé les doctrines monétaires des anciens systèmes français et britanniques utilisés en Afrique. La tradition française a mis l'emphasis sur la nature passive de la politique monétaire et sur l'importance de la stabilité des changes accompagnée de convertibilité (au sein de la zone franc); la stabilité a été obtenue au détriment du développement institutionnel et de l'expérience monétaire. Les pays britanniques ont sacrifié la stabilité en optant pour l'indépendance monétaire, mais ils ont acquis de l'expérience et des institutions monétaires mieux développées ».

(2) Une revue complète et mise à jour des péripéties des monnaies de chaque pays est établie par PICK'S, *Currency yearbook*, New York, pour diverses années.

détruit les bases sur lesquelles s'appuyait le système de Bretton Woods, sans pour cela indiquer ce que seront les lignes portantes d'une future organisation internationale des paiements. Avec la démonétisation de l'or (août 1971) et l'adoption de l'élasticité des changes (premiers mois de 1973), les points de référence stables du « gold exchange standard » ont disparu.

Les crises monétaires qui se succèdent depuis novembre 1967 (dévaluation de la livre sterling) ont eu des répercussions profondes, non seulement pour les pays occidentaux qui les provoquèrent, mais pour ceux des pays en voie de développement d'une manière générale et pour ceux d'Afrique, en particulier, du fait des liens monétaires existant entre la plupart de ces derniers et l'Europe.

Avant que ne surviennent les événements que nous venons de rappeler, le système des paiements pouvait être représenté comme étant le suivant sur le continent africain:



Outre, évidemment, les monnaies africaines non convertibles.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre sur l'historique de leur évolution, certains Pays d'Afrique ont leur autonomie en matière monétaire et d'autres appartiennent à des zones monétaires. La distinction a coïncidé avec le fait que la monnaie du pays s'est vue, ou non, attribuer la convertibilité. Exception faite pour le cas très particulier du Libéria, qui utilise le dollar américain (1), tous les autres pays qui ne sont pas liés à des zones monétaires se sont dotés de monnaies non convertibles, et ont introduits simultanément des contrôles plus ou moins sévères sur les changes, selon la quantité de réserves à leur disposition. Pour ces pays, l'unique possibilité d'effectuer des paiements au reste du monde réside dans le cumul préexistant de ressources monétaires internationales (2).

Pour les nations liées à des zone monétaires, le mécanisme de la convertibilité jouait de la manière suivante: il existait une garantie absolue, quoique limitée, que la convertibilité serait assurée par la puissance européenne intéressée (dans le cas de l'Angleterre, le mécanisme présentait des caractères plus subtils), celle-ci, à son tour défendait la valeur de sa monnaie par rapport au dollar, et par l'intermédiaire de ce dernier, à l'or. En d'autres termes, l'or constituait le bien de réserve final, dans lequel on pouvait pleinement convertir, au taux fixé de 35 dollars l'once, les dollars détenus par les banques centrales de la France, de l'Angleterre, du Portugal, et de l'Espagne. L'indexation des devises de ces nations sur le cours du dollar constituait leur élément de force. Les mon-

(1) Mais il est également question de fonder dans ce pays une banque centrale autonome, qui, par conséquent, émettra sa propre monnaie.

(2) Consulter, sur cette question, les classifications établies par ALIBERT, *L'Afrique dans le système monétaire international*, dans « Europe-France-Outre-mer », Paris, décembre 1969, pp. 8-12.

naies africaines étaient rattachées à ces points de référence, toujours sur la base de rapports de change fixes. Pour tout règlement à l'intérieur de sa zone un pays utilisait la monnaie-guide de cette même zone, alors que pour les paiements à l'étranger on employait les devises demandées par la contrepartie (celles les plus courantes, en général, pour les échanges internationaux) qui étaient fournies par la nation européenne.

C'est volontairement que nous avons écrit au passé, parce que les événements récents ont, en partie, modifié cette situation. Sur le plan international, la convertibilité du premier type (dollar-or) n'existe plus, tandis que la seconde (monnaie-guide-dollar) s'effectue à des taux déterminés quotidiennement par les marchés des changes, sur lesquels d'ailleurs les interventions stabilisatrices des autorités monétaires ne font pas du tout défaut.

En ce qui concerne, enfin, la convertibilité du troisième type (monnaies africaines - monnaie-guide), il faut considérer séparément les différentes régions (1).

a) La zone du franc français existe toujours, mais les poussées autonomistes de certains Pays africains et les ferments généraux en faveur d'une plus grande indépendance ont provoqué des modifications importantes, principalement destinées à servir d'étape intermédiaire à de nouveaux changements;

b) la région de la sterling, au contraire, a pratiquement disparu, son agonie a commencé en novembre 1967 et s'est terminée en juin 1972, par la décision de laisser flotter la monnaie britannique. Nous insisterons largement au cours des deux prochains para-

(1) « Région » et « zone » sont deux termes pouvant être employés alternativement. Si l'on veut absolument établir une distinction, on pourrait indiquer par le second les groupes monétaires plus étroits, réglementés strictement, comme ceux de France, du Portugal et de l'Espagne.

graphes sur l'évolution de ces deux zones qui sont les plus importantes pour le continent africain;

c) les caractéristiques des zones de l'escudo et de la peseta demeurent inchangées, nous en avons déjà fait la synthèse au Chapitre I. Dans le cas des territoires portugais, en particulier, on peut prévoir des modifications en rapport avec l'évolution des pourparlers engagés entre la mère-patrie et les colonies, en vue de l'indépendance politique de l'Angola, du Mozambique et le la Guinée Bissau.

Une observation de caractère général s'impose: la tendance que l'on peut observer est dans le sens d'un détachement progressif des anciennes puissances colonisatrices, même du point de vue monétaire. Ce processus a été accéléré dans le cas de la livre sterling, par la faiblesse prolongée de l'économie anglaise et de l'inévitable perte d'importance sur la scène mondiale du Royaume Uni une fois que l'empire a été démembré; dans le cas du franc français, par contre, cette accélération est due au fonctionnement même de la zone, dans laquelle, à côté d'avantages indiscutables, des inconvénients se sont révélés et ont prévalu.

Le détachement et l'adoption de monnaies non convertibles qui a suivi ne veulent pas forcément dire que tous les problèmes ont été solutionnés. Ils peuvent signifier, au contraire, l'apparition de difficultés plus grandes pour les pays qui, désireux de donner une impulsion à leur développement dépassant les limites permises par leur disponibilités, finissent par se trouver dans le cas de posséder une monnaie dont la valeur externe est absolument insoutenable; ceci a pour effet de retarder l'expansion au lieu de la promouvoir. Mais cela signifie également dans tous les cas une prise de responsabilité directe, une gestion personnelle des comptes avec l'étranger (avec les erreurs inévitables qu'elle comporte), une expression de la liberté de décision la plus étendue.

7.2 LA ZONE FRANC

Les caractéristiques, l'histoire de l'évolution de la zone franc et son fonctionnement ont fait l'objet de nombreux ouvrages rédigés, soit par des Auteurs qui ont cherché à mettre en évidence ses avantages, soit par d'autres qui ont beaucoup plus insisté sur ses inconvénients (1). Plus récemment, les discussions ont englobé les responsables de la zone et ont provoqué des mutations d'une certaine importance.

Quatre principes essentiels régissent la zone:

- 1) convertibilité des monnaies de la zone par l'intermédiaire du franc français;
- 2) taux de change fixe avec le franc français;
- 3) mise en commun des réserves de devises;
- 4) harmonisation des dispositions en matière de monnaie, devises et de finances.

Avant d'étudier les points qualifiants de ce système, il est opportun de rappeler que la zone comprend trois groupes différents de pays (en plus de la France qui en est le centre).

En premier lieu, les départements d'outre-mer (la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion), lesquels font partie intégrante de la France métropolitaine et ont en commun l'institut d'émission des départements d'outre-mer dont le siège est

(1) Pour une bibliographie antérieure à l'année 1965, consulter celle des pages 50-52 du livre de LEDUC, *Les institutions monétaires africaines: pays francophones*, op. cit., et, en outre: IMF AFRICAN DEPARTMENT, *The CFA franc system*, dans « IMF Staff Papers », novembre 1963, pp. 345-394; Mladek, *Evolution of African currencies: the franc area*, dans « Finance and Development », FMI-BIRD, septembre 1964, pp. 81-88; HEPP, *Monnaie et crédit en Afrique noire francophone*, op. cit., pp. 9-18. Nous renvoyons, naturellement, aux considérations faites sur l'historique de l'évolution au Chapitre I.

à Paris, et dont le président et le directeur sont français (1). Les territoires dénommés d'outre-mer sont similaires à ces départements (2). Toutes ces régions relevant de la juridiction française, en d'autres termes ne jouissant d'aucune indépendance politique (ou parce qu'elles sont un territoire français, ou sont encore des colonies), leur appartenance à la zone franc apparaît évidente. Mais ce qu'il faudrait se demander c'est pourquoi les régions en question disposent d'institutions monétaires différentes de celles de la France. Les motifs de cet état de choses sont d'ordre historique, géographique et économique (3).

(1) Il n'y a qu'un seul institut, mais les monnaies en circulation sont différentes: dans les trois premiers départements la monnaie a la même valeur que le franc métropolitain, tandis que dans l'île de la Réunion l'unité monétaire correspond au franc CFA.

(2) Dans les territoires du Pacifique (Nouvelle Calédonie, Polynésie française, îles de Wallis et de Futuna), l'Institut d'émission d'outre-mer a remplacé la Banque de l'Indochine depuis le 1^{er} avril 1967 et émet le franc du Pacifique.

A Saint-Pierre-et-Miquelon, le franc CFA vient d'être remplacé par le franc métropolitain; dans l'archipel des Comores, au contraire, l'émission continue à être assurée par la Banque de Madagascar et des Comores, institut commercial privé qui — en dépit de son nom — ne jouit pas du privilège de l'émission dans la république malgache. La monnaie est le franc CFA.

Les territoires des Afar et des Issa se trouvent totalement en dehors de la zone, leur monnaie est le franc de Djibouti, inconvertible, sans lien avec le franc français.

(3) CALVET écrit, dans *Zone franc; évolution récente et perspectives d'avenir*, publié par « Banque », février 1974, p. 112: « Il s'agit d'anciennes colonies où la Banque de France n'a jamais exercé le privilège d'émission; les nouveaux instituts y ont pris la suite des vieilles banques coloniales ou de la Banque d'Indochine, qui était tout à la fois banque d'émission et banque commerciale; le maintien d'instituts spéciaux est apparu comme souhaitable, parce que la structure économique et sociale des D.O.M. et des T.O.M. est très différente de celle de la France continentale, et parce que la politique de crédit doit être adaptée à ces conditions particulières. Mais toutes précautions sont prises pour que cette politique soit néanmoins coordonnée avec celle de la métropole ».

Le deuxième groupe, qui est le plus vaste, concerne les pays possédant auprès du Trésor français un « compte d'opérations ». Il s'agit là de nations intéressant notre étude et sur lesquelles nous reviendrons plus longuement: ce sont les deux unions monétaires de l'Afrique Occidentale (y compris le Mali) et de l'Afrique Centrale, ainsi que de Madagascar (jusqu'en mai 1973).

Les derniers pays, bien qu'ils émettent une monnaie autonome et non convertible, bénéficient d'accords spéciaux de coopération avec la France, sous forme de « comptes d'avances ». Ce sont les trois nations du Maghreb qui, pour s'exprimer correctement, ne devraient pas être incluses dans la zone franc. Nous en faisons l'étude ici afin de montrer la différence entre les deux systèmes de comptes, et surtout parce qu'une évolution est souhaitée par la plupart des pays de la « zone franc au sens strict de l'expression » afin de réaliser un compromis monétaire très similaire à celui du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie.

Une dernière précision s'impose afin de situer dans le temps les modifications faites très récemment et qui ont toutes été dictées par la volonté « d'africaniser » les processus concernant les décisions prises au sein des divers organismes d'émission. Mais les voies qui ont été choisies diffèrent: en novembre 1972, les états de l'Afrique Centrale, en novembre 1973, ceux de l'Afrique Occidentale ont soumis à une révision critique les statuts de leurs banques centrales respectives et leurs accords de coopération avec la France, et ont obtenu des réglementations plus favorables dans le cadre de la zone. Deux autres pays, au contraire — la Mauritanie en novembre 1972 et Madagascar en mai 1973 — ont estimé qu'il était de leur intérêt de sortir de la zone franc et ont institué deux banques centrales distinctes qui ont procédé à l'émission de monnaies non convertibles.

Dans l'étude des points suivants il sera question de ces modifications, en ce qui a trait:

- a) au mécanisme du compte d'opération (et donc de la convertibilité, du taux de change fixe et de la liberté de transfert des capitaux);
- b) à la mise en commun des réserves;
- c) aux organes exécutifs;
- d) aux relations entre la zone franc et le développement économique de chaque pays;
- e) à la coopération économique, financière et commerciale avec la France;
- f) aux cas particuliers du Mali, de la Mauritanie et de Madagascar;
- g) au système des « comptes d'avances » des pays du Maghreb;
- h) à certaines réflexions présentées en conclusion.

Examinons donc ces points séparément.

a) *Le mécanisme du compte d'opérations.* Conformément aux conventions spéciales entre le pays, ou le groupe de pays, en question et la France, le Trésor français ouvre sur ses propres écritures un compte, appelé précisément « compte d'opérations », au nom de chaque banque centrale (ce sont actuellement la BCEAO, la BEAC, et la Banque Centrale du Mali). Le fonctionnement est très simple: ce compte est débité de toutes les sorties de devises vers le reste du monde (principalement, pour des importations et des transferts de capitaux à l'étranger), il est crédité de toutes les rentrées de devises (surtout pour les exportations, le tourisme, les capitaux versés au Pays africain titulaire du compte).

Jusqu'aux modifications effectuées récemment (voir le point b) ci-après), il y avait, d'une part, l'obligation de verser sur ce compte toutes les devises reçues et, d'autre part, le droit de prè-

lever du compte des devises en cas de nécessité, pour un montant qui, en théorie, était illimité. Le solde de ce compte constituait donc la position nette de la balance des paiements consolidée pour chacune des deux unions.

Le compte est uniquement établi en francs français. De ce fait, toutes les devises doivent être converties au préalable dans cette monnaie (suivant la cotation du jour sur le marché des changes des Paris). Il en va de même pour les devises dont le pays a besoin pour ses paiements en dehors de la zone.

Entre le franc CFA (1) et le franc français le taux de change est fixe et s'élève actuellement à 1 Fr. CFA pour 0,02 Fr. Fr. Le franc français garantit la convertibilité du franc CFA, sans aucune limitation, pour le moment du moins. Comme il sert de monnaie de référence, il entraîne toutefois avec lui la monnaie satellite à subir toutes les variations de la parité: c'est ainsi que des alignements ont été effectués automatiquement lors des dévaluations de 1958 et de 1969, quand le double marché des changes a été introduit en France en août 1971, puis aboli au printemps de 1974, quand la monnaie française a abandonné le « serpent » communautaire. Un tel mécanisme présente évidemment de graves inconvénients pour les Pays africains de la zone, soit par l'absence de justification du point de vue économique à suivre dans certains cas le destin du franc, soit par la perte de pouvoir d'achat des réserves en francs détenues par le Trésor pour représenter les devises étrangères (2).

(1) Le sigle CFA correspond, depuis la récente réforme qui a eu lieu en Afrique centrale à: « Coopération Financière en Afrique ». Un détail curieux: avec les mêmes initiales les français ont indiqué la monnaie à l'époque coloniale (franc des Colonies Françaises Africaines) et celle de l'époque suivante (franc de la Communauté Financière Africaine). Les mots ont changé, mais leur sens profond n'est-il pas toujours le même?

(2) Au sujet de la dévaluation d'août 1969, SERENI, *Le franc CFA en dix questions*, dans « Jeune Afrique », 16 décembre 1972, p. 26, observe que

Si, pour le premier inconvénient — impossibilité de gérer soi-même la valeur extérieure de la monnaie — aucun remède n'a été apporté, un effort a été fait en ce qui concerne le second: il a été prévu, en effet, dans les nouveaux accords, de référer la valeur des opérations inscrites à une unité de compte, basée sur l'or, les droits de prélèvements spéciaux et l'unité de compte européenne. Pour être plus explicites, désormais, les pays de la zone qui sont détenteurs de franc français ne subiront pas de diminution de leur avoir en cas de dévaluation éventuelle, mais leur dotation sera augmentée d'un montant nominal proportionnel au taux de la dévaluation (1).

On a dit que le « compte d'opérations » peut présenter un solde créditeur ou débiteur. Dans le premier cas, les banques cen-

« la situation de l'économie française en 1969 exigeait une dévaluation du franc; au contraire, celle des économies africaines n'exigeait pas une dévaluation du franc CFA. Pourtant, dans l'ensemble franco-africain, c'est la logique du plus fort, du plus riche aussi, qui l'a emporté aux dépens du plus faible, qui est, bien sûr, le plus pauvre ».

Plus généralement, DIARRA, *Les états africains et la garantie monétaire de la France*, Nouvelles Editions Africaines, Dakar, 1972, p. 38, écrit: « Nous croyons que le fait d'imposer aux états africains la parité actuelle du franc CFA est, tout compte fait, plus préjudiciable que bénéfique à la plupart d'entre eux. Cette parité fixe, commune, qui ne repose pas, on le sait, sur leur potentiel économique respectif mais tient artificiellement à un lien juridique avec une monnaie étrangère, ne permet pas aux états les moins favorisés de profiter des avantages d'un taux de change plus approprié qui leur permettrait de développer d'autres ressources naturelles. Un tourisme de masse, et non de luxe, par exemple, donnant un nouvel essor aux activités traditionnelles ou en créant de nouvelles, leur procurerait en même temps les ressources en devises nécessaires à leur équipement ».

(1) Notons, en passant, que même l'Angleterre donna cette garantie aux détenteurs de soldes en sterlings après la dévaluation de novembre 1967. Ceci ne parvint pas à rétablir la situation de façon durable, parce que depuis ce moment là la confiance placée dans la monnaie britannique n'a jamais plus atteint le niveau qu'elle avait autrefois.

Les mutations de parité (à la baisse) de la monnaie-guide sont les manifestations les plus évidentes que cette monnaie a perdu la capacité de demeurer le pivot d'une zone monétaire.

trales de la zone (prises individuellement) ont une balance des paiements présentant un solde actif, qui se traduit par un surplus net vis-à-vis des autres pays en dehors et à l'intérieur de la zone. Sur les disponibilités créditées (francs français crédités directement ou francs français obtenus par la vente d'autres devises) il est versé un taux d'intérêt égal à la moyenne arithmétique des taux d'intervention de la Banque de France sur les titres publics pendant le trimestre courant (en ce qui concerne la BCEAO) et un intérêt égal au taux d'escompte de cette même banque (quand il s'agit de la BEAC).

Il est très important de remarquer, exception faite pour le compte toujours déficitaire du Mali, que la position des Pays de l'Afrique occidentale et centrale (ainsi que de Madagascar avant qu'elle ne sorte de la zone) a toujours été active du fait qu'à l'intérieur des deux groupes les soldes excédentaires de certains états ont prédominé sur les soldes déficitaires des autres). Dans ce compte courant il faut prendre en considération « l'aide » française qui, si elle apporte des avantages aux pays destinataires n'est certes pas préjudiciable à la nation donatrice car elle représente l'un des instruments les plus efficaces pour conserver le lien des économies africaines francophones avec Paris (1). Même une fois cette précision donnée, le fait demeure permanent — tout au moins d'après les statistiques des années écoulées — qu'on enregistre un afflux de devises fortes allant de la périphérie vers le centre, des nations les plus pauvres à celle qui est la plus riche. L'avantage qu'en retire la France n'est concret que si sa balance globale des paiements est déficitaire.

(1) En outre, cette « aide » est une forme de transfert de ressources effectué aussi par tous les autres pays évolués, dans une proportion plus ou moins importante.

Dans les termes exposés, la garantie illimitée de convertibilité offerte par le franc français n'a jamais été opérationnelle. Il est probable que cet état de choses n'est pas dû au hasard, mais provient de la rigidité de la politique monétaire imposée pendant la décennie qui vient de se terminer (1). Examinons ce qui se passe dans le cas d'un solde passif du « compte d'opérations ». Les mesures sont analogues, tout en étant inégales, pour l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale (2). Si la BEAC doit prendre des mesures correctives lorsque le solde a été effectivement débiteur pendant trois mois consécutifs, la BCEAO doit prendre des mesures anticipées dès que les réserves en devises sont inférieures de 20% aux engagements à vue, c'est-à-dire à la circulation monétaire considérée pendant un trimestre en moyenne. Les mesures en question sont:

- versement en compte des devises étrangères que les deux banques sont autorisées à détenir (jusqu'à un maximum de 35% pour la BCEAO et de 20% pour la BEAC, comme on le verra au point b);
- utilisation des droits spéciaux de prélèvement;
- requête présentée aux organismes publics et privés des pays membres pour que ces derniers cèdent à la banque centrale leurs disponibilités en francs français ou autres devises contre de la monnaie locale. Cette demande est proportionnée aux besoins et elle est présentée en premier lieu à ceux des pays dont les soldes avec l'étranger sont passifs.

(1) SERENI, *op. cit.*, p. 28, fait justement observer que: « l'étendue de la garantie française sera proportionnelle au degré de contrôle que conservera le gouvernement français dans l'organisation de l'émission monétaire ».

(2) Consulter les artt. 5-7 de la « Convention de compte d'opérations » de la BCEAO et les artt. 4-6 de celle de la BEAC.

Si la mobilisation de tous les fonds ci-dessus ne permet pas d'équilibrer le « compte d'opérations », l'assistance française intervient alors pour assurer une couverture illimitée, au moins sur le papier. Le solde débiteur est grevé d'un intérêt de 1% sur la fraction allant de 0 à 5 millions de francs français; de 2% sur celle allant de 5 à 10 millions; proportionné à celui de l'escompte de la Banque de France sur les montants excédant 10 millions.

A ce point il paraît superflu d'ajouter que l'éventualité de se trouver dans des situations constamment déficitaires est très éloignée, d'autant que les statuts des deux banques centrales prévoient expressément l'application de mesures correctives « appropriées » (à prendre à la majorité des personnes qualifiées ou à l'unanimité, et donc comprenant le droit de veto français), qui se traduisent vraisemblablement par des politiques monétaires restrictives.

En dernier lieu, voyons si la convertibilité effectuée par l'intermédiaire du « compte d'opérations » a eu des effets positifs sur la liberté de transfert des capitaux et sur les investissements étrangers dans la zone.

Il faut préciser, tout d'abord, que la liberté de transfert s'applique à l'intérieur de la zone (bien que, depuis 1969, certaines limitations aient été introduites pour les devises) mais elle n'agit pas de façon indiscriminée à l'égard des pays qui sont en dehors. Une telle liberté, qui garantit la rentrée des fonds par la suite, devrait faire revenir dans les pays de la zone des capitaux étrangers considérables. Dans la pratique, les choses ont pris une tournure diverse, en partie du moins, parce que d'autres conditions sont nécessaires pour attirer des fonds atteignant des valeurs importantes, entre autres, et en premier lieu, des richesses naturelles

non exploitées en abondance, dont les pays en question ne disposent que rarement (1).

Au contraire, la liberté de transfert a favorisé l'exode des capitaux des Pays africains vers la France, où les taux d'intérêt pratiqués ont été constamment plus élevés, du fait même que les deux banques multinationales ont adopté, comme nous l'avons mentionné, une politique de faibles taux d'intérêt. C'est ainsi, que les disponibilités monétaires d'une valeur qui n'est pas négligeable ont pris le chemin de la métropole où elles ont été envoyées par des citoyens africains et des *expatriates* françaises, avec toutes les conséquences négatives du drainage des ressources qui ont accompagné ces opérations (2).

b) *Mise en commun des réserves*. La centralisation des réserves en devises constitue une caractéristique importante de la

(1) DIARRA, *ibidem*, p. 37, comparant la situation des Pays africains francophones avec celle du Brésil, conclut: « Lorsque ces deux conditions sont réunies, à savoir l'existence de ressources naturelles à exploiter et l'intérêt et l'urgence que représente leur exploitation aux yeux des investisseurs, on peut même dire que peu importe alors qu'il y ait, ou non, inflation, qu'il y ait, ou non, contrôle des changes; ce qui prime c'est le besoin de faire des affaires en réalisant les investissements indispensables ».

(2) Voir GUILLAUMONT, *Zone franc et développement: les différentes caractéristiques de la zone franc et leurs effets sur le développement sont-ils dissociables?*, Rapport présenté au Congrès de Montréal, octobre 1971, pp. 5-9.

KAÏS, *Non à l'aventure individuelle*, dans « Jeune Afrique », 16 décembre 1972, p. 29, exprime avec des accents assez marqués son opinion à cet égard: « Depuis 1962, avec des périodes de pointes et des accalmies (selon les vicissitudes politiques), un mouvement récurrent a systématiquement rapatrié « à l'ombre », en France, le plus clair de l'épargne productive africaine. Il suffit d'analyser les rapports des banques centrales pour être en mesure d'affirmer que le marché financier parisien a largement récupéré les fonds dispensés à grands fracas publicitaires par l'aide publique française en Afrique.

Conclusion: la France n'est pas en réalité, comme l'affirme son gouvernement et le voudrait son président, le pays industrialisé le plus généreux envers le Tiers Monde. Le contraire est plus proche de la vérité et cela à cause de (ou grâce à) la zone franc ».

zone franc. Ainsi que nous avons eu l'occasion de le lire, ces réserves sont obligatoirement conservées en francs français, même si une autre devise est encaissée (celle-ci doit donc être convertie en francs). Avant les modifications statutaires de novembre 1972 (pour l'Afrique centrale) et de novembre 1973 (pour l'Afrique Occidentale), il était de règle de détenir 100% de ces réserves en francs français. Aujourd'hui, pour permettre aux pays intéressés de jouir d'une plus grande liberté de décision en ce qui concerne la gestion de leurs réserves, des dérogations sont admises en ce qui a trait aux:

- sommes nécessaires à la trésorerie courante;
- sommes nécessaires pour respecter les obligations prises à l'égard du Fonds Monétaire International;
- sommes que les principaux organes des deux banques décident de conserver en devises autres que le franc français, jusqu'à un plafond de 35% des réserves totales pour la BCEAO et de 20% pour la BEAC (1).

Ces disponibilités peuvent être investies en compte courant auprès d'autres instituts d'émission ou auprès de la Banque des Règlements Internationaux, ou bien utilisées pour souscrire des titres négociables à terme de deux ans ou plus émis en devises convertibles par des organismes internationaux auxquels les Pays africains en objet participent.

Compte tenu des changements introduits, il est possible de passer un jugement très positif sur la centralisation des réserves qui permet aux pays de la zone dont la position est déficitaire d'obtenir des devises sans être soumis à des contrôles sévères dans l'immédiat (mais qui seront nécessaires par la suite au cas où la

(1) Ne sont pas comprises dans ce calcul la position or auprès du FMI et la dotation des droits de prélèvement spéciaux.

situation ne se serait pas améliorée entre temps) (1). Cette mise en commun tend aussi à rationaliser la gestion des réserves, permettant de les économiser dans le commerce international, les chances sont plus grandes d'obtenir des compensations entre soldes de signes opposés lorsque plusieurs pays sont considérés dans leur ensemble (2). D'autre part, il ne faut pas surévaluer l'apport en devises dont la France bénéficie, qui s'est élevé à environ 10% de ses réserves globales pendant ces toutes dernières années. On peut constater ici une différence profonde avec ce qui se passe dans la zone sterling dont les pays membres ont habituellement détenu dans leur ensemble une valeur en devise anglaise bien supérieure aux réserves étrangères du Royaume Uni. Ce sont précisément ces soldes qui ont exercé une pression insupportable sur la livre sterling en 1967, ils en ont accéléré la crise et lui ont ensuite imposé la dévaluation. De ce point de vue la position de la France a toujours été meilleure.

(1) L'avantage qui fait l'objet de cette discussion est reconnu par PA'URU, *L'Union Monétaire Ouest Africaine*, dans « Banque », septembre 1970, p. 750: « Pour de petits pays en voie de développement dont les recettes extérieures proviennent essentiellement de l'exportation sur des marchés souvent incertains de quelques productions, une seule parfois, le plus souvent agricoles et sujettes à de considérables variations de récolte, la mise en commun de leurs réserves de change donne assurément une meilleure base à leur monnaie. En fait, il a été possible à plusieurs pays de l'Union monétaire de continuer à financer leur activité économique sans restriction particulière de change et sans encadrement sévère de crédit, en dépit de la contraction et même de la disparition de leur participation au pool commun des réserves ».

Voir aussi dans le même sens IMF AFRICAN DEPARTMENT STUDY GROUP, *Financial arrangements of countries using the CFA franc*, dans « IMF Staff Papers », juillet 1969, p. 291.

(2) En 1969, le pourcentage entre les réserves officielles et les importations était de 41,8 pour l'ensemble des pays en expansion producteurs de matières premières, de 20,9 pour ceux de la BCEAO, de 17,6 pour ceux de la BEAC et 11,6 pour Madagascar.

c) *Les organes chargés des décisions.* Les réformes de 1972 et de 1973 ont introduit des mutations appréciables dans la composition des organes placés au sommet de la BEAC et de l'UMOA, respectivement. Il s'agit, néanmoins, de changements portant plus sur la forme que sur le fonds, et qui diminuant le poids numérique de la France laissent cependant inchangé son pouvoir de contrôle — obligation d'adopter les décisions les plus importantes à la majorité qualifiée ou à l'unanimité (1).

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale est gouvernée en ce moment par un Conseil d'administration composé de 12 membres: 4 du Cameroun, 4 représentant chacun des 4 états de la région (Congo, Tchad, République Centrafricaine, Gabon), 4 de la France. Dans l'organisation antérieure ce dernier pays disposait de 14 administrateurs sur 26.

L'ancien conseil de l'Union Monétaire de l'Afrique Occidentale a été remplacé par deux organismes: la Conférence des Chefs d'Etat de l'UMOA, autorité suprême qui doit décider à l'unanimité sur toutes les questions non résolues par le second organe; et le conseil des Ministres de l'Union, auquel il appartient de prendre une série de décisions importantes spécifiées aux termes des articles 6-13 du traité constitutif. (2). La BCEAO, de son côté, continue à

(1) Ce qu'affirme GREEN-SEIDMAN, *Unity or Poverty?*, dans « The Economics of Pan-Africanism », Londres, 1968, p. 138, reste valide: « comme elle participe à la formulation et au financement des plans de développement des états africains, et qu'elle contrôle leur politique monétaire, celle du crédit et qu'elle impose des accords tarifaires et commerciaux particuliers, la France se trouve à même d'exercer une influence dominante et très étendue sur la direction des processus de développement ».

(2) DIARRA, *Un pas en avant, mais à quand le prochain?*, dans « Le Monde », 18 décembre 1973, se demande à juste titre « s'il n'aurait pas été plus simple et moins lourd de prévoir la réunion à deux niveaux de l'ancien conseil, d'autant que le nouveau conseil des ministres de l'Union se voit confier des attributions qui empiètent singulièrement sur celles du conseil d'administration ».

être régie par un conseil d'administration, mais qui comprend 14 membres (deux pour chacun des six états africains: Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Dahomey, Niger, Sénégal, Togo, et 2 pour la France). Cette dernière a diminué sa participation qui du tiers est passée à un septième, mais, répétons-le, elle maintient son droit de veto pour certaines décisions.

Bien qu'un seul pas ait été fait vers une plus grande indépendance, l'évolution de la zone franc étudiée sous cet angle atteste encore la volonté des responsables africains de gérer pour leur compte les organismes communautaires.

d) *Relations entre la zone franc et le développement économique de chaque pays membre.* L'équilibre de la balance des paiements ou, en d'autres termes, le maintien d'un solde sur le « compte d'opérations » qui ne soit pas déficitaire, ont dominé la politique monétaire des pays de la zone dans lesquels il n'y a donc pas eu place pour des politiques inflationnistes de *deficit spending* (1). D'un point de vue strictement monétaire ceci doit être attribué au mérite du système basé sur la coopération franco-africaine laquelle a permis d'enregistrer pendant la première décennie de l'indépendance une stabilité enviable du franc CFA.

(1) Voir ci-dessus, para. 6.7.

MUNDELL résume comme suit la situation, *op. cit.*, p. 33: « L'équilibre de la balance des paiements est maintenu par une discipline financière rigoureuse parmi les pays membres, dont les gouvernements n'ont pas la possibilité de recourir à la Banque centrale pour y trouver une source de financement de l'inflation. Les comptes des états doivent être équilibrés sauf dans la mesure où chacun d'eux a des réserves en comptant à sa disposition ou peut obtenir des crédits supplémentaires auprès des banques ordinaires ou à l'étranger.

Cette discipline financière a eu le mérite d'empêcher les pays de la zone franc d'accumuler des dettes à l'étranger mais elle a eu l'inconvénient de donner lieu à des critiques en ce qui concerne le conservatisme excessif dans le domaine monétaire qui est un inhibiteur de l'expansion économique ».

Toutefois, le revers de la médaille ne saurait échapper à personne. L'orientation suivie a inclus un dosage constant des accords de crédit en faveur de l'économie et de l'état, avec des limites précises en ce qui concerne le montant total du prêt et son échéance. C'est ainsi que les dépenses pour des investissements productifs à longue échéance ont souvent dû marquer le pas et ceci a eu des répercussions néfastes sur le processus de développement (1).

La compréhension de cette situation défavorable s'est affirmée avec le temps et a déterminé d'abord le déplacement dans un sens plus dynamique, à partir de 1967, de la politique monétaire très prudente adoptée antérieurement, ensuite à une époque plus récente, les modifications destinées à améliorer les termes des nouveaux statuts de la BCEAO et de la BEAC (2). Le réescompte à moyen terme a été porté à 10 ans par la première et à 7 par la seconde. On a aussi élevé à 20% des rentrées fiscales (de l'exercice anté-

(1) Pour mieux approfondir ces problèmes, voir: GUILLAUMONT-JEANNENEY, *Les instruments de la politique monétaire dans l'UMOA*, dans « Annales Africaines », 1967, pp. 243-247; AMIN, *Pour un aménagement du système monétaire des pays africains de la zone franc*, dans « Le Mois en Afrique » mai 1969, pp. 18-45; SERENI, *A qui profite la zone franc?*, dans « Jeune Afrique », 12 octobre 1971, pp. 22-24. Ce dernier auteur affirme d'un ton provocateur: « Agiter l'épouvantail des exemples guinéens ou maliens pour persuader du contraire les Africains n'est pas sérieux. Ce n'est pas parce que le Mali ou la Guinée ont recouvré leur indépendance monétaire qu'ils ont connu une très forte inflation mais parce que la politique économique choisie était erronée. C'est vrai que le système actuel interdit à ses membres de tels errements, mais cet avantage est payé trop cher ».

(2) A dire vrai, les deux groupes n'ont pas eu la même dynamique: alors que dans le cadre de l'UMOA, seul le gouvernement du Dahomey a utilisé de façon massive le crédit de la banque centrale (dans les limites fixées, évidemment), en Afrique centrale le Cameroun est l'unique état qui n'y a pas recouru. GUILLAUMONT, *op. cit.*, p. 40, émet l'hypothèse que cette différence « traduit peut-être le fait que les pays de l'UMOA, plus conscients de la solidarité qui les unit, sont plus soucieux d'équilibre monétaire ».

rieur) le plafond de l'avance aux gouvernements locaux, couvrant ainsi leurs besoins pour les frais d'investissement. Enfin, une nouvelle banque inter-régionale pour le développement des Pays d'Afrique Occidentale a été constituée précisément sous la dénomination de Banque Ouest Africaine de Développement, BOAD, (1), dont l'objet est de promouvoir le développement équilibré des états membres et de réaliser l'intégration économique de sa zone d'action (2). Son capital initial de 2.400 millions de francs CFA a été souscrit pour moitié par la BCEAO et pour moitié par les gouvernements de l'UMOA.

La constitution de la BOAD laquelle, sur le continent, est la deuxième banque de développement régionale créée après la *East African Development Bank* exprime avec plus d'évidence, en même temps que l'introduction de plus vastes marges de crédit,

(1) Voir l'accord constitutif signé le 14 novembre 1973 et le statut de la nouvelle institution.

(2) L'article 2 de son statut précise les missions de la BOAD: « La Banque, directement ou par l'intermédiaire de filiales ou de fonds spéciaux constitués par elle ou des institutions financières nationales, devra contribuer, notamment:

1) à la collecte de disponibilités intérieures en conformité avec les législations nationales,

2) à la recherche de capitaux extérieurs par emprunts ou obtention de fonds de concours non remboursables;

3) au financement par participation au capital, par octroi de prêts, avals, bonifications d'intérêts, à des investissements ou activités ayant pour objet:

— la construction ou l'amélioration d'infrastructures nécessaires au développement,

— l'amélioration des conditions et moyens de production,

— l'établissement de nouvelles activités,

— le transfert de la propriété des moyens de production et de distribution des biens et services à des personnes morales ou privées ressortissant de l'Union ou de l'un de ses membres, ou à des personnes physiques nationales de l'Union;

4) à l'élaboration et à l'appréciation technique et financière des projets de développement et à la création et au fonctionnement des organismes chargés de leur exécution ».

la nécessité et l'urgence de canaliser de plus fortes ressources vers les projets d'expansion à très longue échéance. Elle révèle implicitement les carences dans ce secteur de l'organisation monétaire rigide qui existait antérieurement. Il s'agit maintenant de mettre en pratique ces orientations nouvelles.

e) *La coopération économique, financière et commerciale avec la France.* Dans le domaine monétaire on sait en quoi consiste la coopération avec la France. Dans ceux des finances et du commerce, et plus généralement, dans le domaine de l'économie une évolution s'est produite du fait de la création de la Communauté Economique Européenne et du régime d'association des pays francophones d'Afrique établi par les Conventions de Yaoundé (1).

Dans une acception plus ample, toute évaluation critique de la zone franc ne saurait faire abstraction des conditionnements externes de caractère financier et commercial. Sous le premier aspect, on sait qu'aujourd'hui l'aide la plus consistante est fournie directement par la France, au moyen du Fonds d'Aide et de Coopération et par la CEE, au moyen du FED (Fonds européen de développement) (2). Cette aide comprend des apports divers, tels que: donations, contribution au budget, assistance technique, bourses d'études pour des cours de formation et de perfectionnement, coopération culturelle. A l'aide de ces fonds les pays africains intéressés maintiennent un solde actif dans leurs comptes avec

(1) « Si les relations avec la France restent les plus exclusives dans le domaine monétaire, c'est parce qu'en matière d'union monétaire l'intégration économique européenne est la moins avancée ». (Voir GUILLAUMONT, *op. cit.*, p. 31). Aux pp. 31-52 du même ouvrage il est fait un examen assez exact des divers aspects de la coopération avec la France.

(2) Voir, pour les données statistiques et leur commentaire, IMF AFRICAN DEPARTMENT STUDY GROUP, *Financial arrangements of countries using the CFA franc*, *op. cit.*, pp. 374-387.

l'étranger, et font face aux déficits budgétaires, alors que d'autres états, au contraire, les couvrent en recourant à l'émission de monnaie locale. Le financement des déficits grâce aux subventions en devises serait, certes, préférable à l'emploi de l'instrument inflationniste, s'il ne déterminait des ingérences étrangères inévitables et s'il ne contribuait à maintenir les pays bénéficiaires dans une position d'assujettissement. C'est pour ces motifs que tout jugement passé sur la contribution de la France ne peut guère différer de celui que l'on peut formuler en ce qui concerne les transferts effectués par d'autres nations industrialisées. On doit ajouter que, malgré son volume plus élevé relativement (par rapport au produit national brut), l'aide française a le défaut d'être concentrée sur les territoires de la zone franc, où les possibilités d'exercer une influence politique sont les plus grandes.

Du point de vue commercial, il est indéniable qu'il y avait à l'époque coloniale une importante contre-partie à la garantie monétaire en termes de rapports d'échange favorables à la métropole et de circuits commerciaux préférentiels. Depuis l'indépendance et l'association CEE-SAMA les problèmes commerciaux se sont mieux organisés, tout en restant loin d'un ordonnancement que l'on puisse considérer comme excellent. La tendance agit dans le sens d'une amélioration progressive des rapports en faveur de l'Afrique, mais comporte un point obscur: le retour possible à des mesures protectionnistes prises par une partie des pays d'Europe et par les Etats-Unis afin de sortir de la crise financière alimentée par le renchérissement du pétrole.

f) *Les cas particuliers du Mali, de la Mauritanie et de Madagascar.* A l'exception de la Guinée, qui abandonna la zone franc au lendemain de l'indépendance parce que le peuple guinéen — dans les termes de son président Sékou Touré — « préfère la

liberté dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage » (1), trois autres pays francophones méritent d'être mentionnés séparément, afin d'illustrer les différentes orientations de leurs choix dans le domaine monétaire.

Une position contradictoire et qui n'est pas du tout claire a été celle du Mali lequel, après avoir pris part aux accords de 1962 pour la constitution de l'UMOA, ne les a pas ratifiés, puis est sorti de la zone franc au cours de cette même année (2). L'expérience monétaire, faite entre 1962 et 1967, encadrée dans une optique politique et économique analogue à celle de la Guinée, a été un échec total. A la différence de ce dernier pays, toutefois, le Mali a entamé des pourparlers avec la France qui ont abouti à une dévaluation préliminaire du franc malien atteignant 50% et à un nouvel accord de « compte d'opérations » qui est spécial au Mali. Il était prévu, aux termes de la Convention de février 1967, que le Mali pourrait rentrer dans l'Union, une fois la situation monétaire de ce pays redevenue normale. Ceci ne s'est pas produit, même à l'occasion de la nouvelle négociation de novembre 1973. Nous n'en connaissons pas les motifs (qui, certainement ne sont

(1) Tiré du texte de la proclamation publiée dans le « Journal Officiel de la République de Guinée » le 1^{er} mars 1960.

DIARRA, *Les états africains et la garantie monétaire de la France*, op. cit., pp. 44-53, illustre très bien les échecs de l'expérience monétaire de ce pays, et en indique les explications possibles. Pour conclure, il se demande: « Peut-on dire, d'après ce qui précède, que c'est le fait d'avoir voulu exercer sa souveraineté monétaire qui est la véritable cause des difficultés que connaît la Guinée? On ne peut, comme nous l'avons vu, sérieusement le prétendre. Ces difficultés ont été aggravées par l'absence de cadres nationaux préparés à prendre la direction d'opérations qui leur ont été confiées du jour au lendemain et, dans certains cas, par le manque évident d'esprit civique — toutes choses d'ailleurs auxquelles le régime colonial et ses méthodes ne sont pas étrangers ».

(2) Voir, pour plus de détails, LEDUC, *Les institutions monétaires africaines: pays francophones*, op. cit., pp. 241-251.

pas uniquement de nature monétaire), mais, d'une façon générale, nous partageons l'opinion de la critique de Diarra citée en note (1).

De son côté, la Mauritanie est récemment sortie en novembre 1972 de l'UMOA et de la zone franc après une décennie d'expérience monétaire commune. Une fois passés les six mois de préavis exigés pour ce départ, il en est résulté une banque centrale autonome nouvellement fondée et d'adoption d'une monnaie inconvertible (2). Cette expérience agit en sens opposé à celle du Mali et se rattache à celle de la Guinée, car elle est dictée par des motivations politiques analogues: acquérir une plus grande indépendance afin de réaliser une ligne de socialisation active (3).

Il est trop tôt pour évaluer les résultats des mutations radicales qui ont été faites, même si la sobriété du peuple mauritanien laisse prévoir une utilisation prudente de l'accroissement de son pouvoir d'achat nominal. Il est certain, de toutes façons, que cette

(1) Le Mali se serait peut-être rendu compte qu'il n'avait le choix qu'entre deux solutions: ou se joindre à la Guinée pour mener leur expérience ensemble, ou demeurer avec les autres états au sein de l'Union monétaire — comme nous persistons à penser que la Guinée elle-même aurait dû le faire — pour servir d'élément moteur à une évolution rapide vers un système monétaire indépendant. C'est pourquoi la tentative malienne doit être jugée plus sévèrement, surtout dans le mesure où son échec, qui était prévisible, peut être pris — on ne manque pas déjà de le faire — comme un argument trop facile contre l'indépendance monétaire ». (Voir DIARRA, *op. cit.*, p. 54).

(2) Voir: JEUNE AFRIQUE, *La Banque Centrale de Mauritanie*, interview avec son gouverneur Ahmed Ould Daddah, 13 octobre 1973, et PENOUIL, *La coopération monétaire en Afrique de l'Ouest: un édifice utile mais encore très fragile*, dans « Le Monde Diplomatique », août 1973, p. 19.

(3) CALVET, *op. cit.*, p. 115, s'exprime dans ce sens: « La République islamique de Mauritanie s'est détachée de la zone pour des motifs d'ordre essentiellement politique, en s'abstenant d'ailleurs de donner à cette décision le caractère d'un geste dirigé contre la France. Les mauritaniens se sentaient mal à l'aise au sein de la BCEAO: il n'y a jamais eu d'entente parfaite entre la Mauritanie et les Pays d'Afrique noire; le gouvernement de Nouakchott entendait d'autre part poursuivre une politique de socialisation, pour laquelle il désirait avoir une monnaie nationale entièrement indépendante ».

expérience est suivie avec le plus grand intérêt par l'Afrique comme par le monde arabe (lequel a déjà offert des « dons » en devises à la nouvelle banque centrale) parce que, si elle est couronnée de succès, elle représenterait la confirmation attendue d'une gestion avantageuse de la souveraineté monétaire.

Pour Madagascar, les changements monétaires intervenus en mai 1973, et qui ont fait suite à des mutations plus profondes dans le domaine politique l'année précédente, n'ont pas signifié la création d'une nouvelle banque centrale (les statuts de celle qui existait ont été modifiés), mais la sortie de la zone franc, qui a perdu là un membre plutôt important. Un contrôle des changes rigoureux a été exercé, même envers la France; il est à présumer que cette dernière limitera ses rapports futurs avec l'île aux secteurs commercial et de coopération.

g) *Le système des « comptes d'avances » des pays du Maghreb.* Les Pays d'Afrique étudiés jusqu'ici, ou appartiennent de plein droit à la zone franc (les six états de l'UMOA, les cinq de la BEAC et le Mali), ou restent totalement en dehors (Guinée, Mauritanie, Madagascar).

Une solution pour ainsi dire intermédiaire a été adoptée par les trois pays du Maghreb: monnaie autonome non convertible, banque centrale nationale, contrôle des changes, gestion en propre des réserves, mais — en vertu des gros intérêts commerciaux et financiers existant toujours avec l'ancienne métropole — négociation d'accords particuliers et adoption du système des « comptes d'avances » (1).

(1) Voir: DOGHMI, *Le rôle de la banque du Maroc dans le système monétaire et bancaire*, op. cit., pp. 235-239; ROSSIGNOLI, *Le système bancaire de l'Algérie*, op. cit.; BISTOLFI, *Structure économique et indépendance monétaire*, op. cit., pp. 126-160; MOTTURA, *Le système bancaire de la Tunisie 1956-1970*, op. cit.

Avec ce système, deux comptes sont ouverts à la Banque de France au nom de chacune des banques centrales intéressées: le premier compte est crédité du montant des transferts effectués vers le Pays africain, tandis qu'il est débité pour les opérations dans le sens inverse; le second compte se présente comme une ouverture de crédit dont le plafond est fixé d'avance et peut être utilisé quand le premier compte a un solde passif.

De cette façon la souveraineté monétaire du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie est préservée (mentionnons, en passant, que ces pays n'ont pas suivi la dévaluation du franc d'août 1969) tandis qu'une couverture en devises leur est assurée bien que limitée et conditionnée conformément aux ententes enregistrées dans les protocoles d'accord qui sont négociés de temps en temps. Etant donné que la garantie illimitée de convertibilité fournie par le mécanisme des « comptes d'opérations » est plus théorique que réelle et impose en contre-partie de lourds engagements, on en vient à se demander si le système des « comptes d'avances » ne sauvegarderait pas mieux les intérêts des pays francophones au sud du Sahara (si la France consentait à l'adoption de ce système). Nous reviendrons sur cette question au point suivant et nous efforcerons d'établir une perspective d'avenir pour l'évolution monétaire des pays considérés.

h) *Quelques réflexions pour conclure.* De l'analyse qui vient d'être faite, il se dégage que, même dans la zone franc, qui exprime au maximum le dirigisme et l'automatisme dans le domaine monétaire, il peut se produire des transformations plus ou moins radicales. A l'immobilisme et à la rigidité de l'époque coloniale se sont substitués un ferment général en faveur des innovations et une nouvelle prise de conscience parmi les Pays d'Afrique.

Il est malaisé d'indiquer suivant quelles lignes le processus de l'émancipation monétaire se développera vraisemblablement,

parce que la situation future, outre qu'elle dépendra évidemment des décisions prises en Afrique au niveau de chaque état ou de groupements, sera liée aux vicissitudes de la France dans le cadre de l'intégration européenne et, plus généralement, à la nouvelle organisation du système monétaire international, pendant les décennies 1970-80 et 1980-90. Par ordre de probabilité croissante, on peut émettre les hypothèses suivantes:

1) la zone franc restera fondamentalement ce qu'elle est, avec les avantages et les inconvénients qui viennent d'être exposés. C'est la thèse des sympathisants français, ainsi que celle de certaines personnalités africaines, bien qu'elles ne l'admettent pas ouvertement, car elles estiment que, tout compte fait, il est plus sûr de conserver le « cordon ombilical » qui les lie à l'ancienne puissance colonisatrice (1);

2) la zone se désintégrera entièrement, pour donner naissance à des solutions monétaires indépendantes, du genre de celle de la Guinée, de la Mauritanie, de Madagascar et, en fait, de tout autre pays administrant en propre sa monnaie inconvertible. Compte tenu des échecs subis par l'unification monétaire en Europe, il ne semble pas qu'une telle solution soit un contre-sens historique,

(1) DIARRA fait observer avec justesse, *op. cit.*, pp. 26-27: « L'absence de réaction des dirigeants africains — que l'on pourrait croire délibérée chez les plus avertis d'entre eux — tient à diverses raisons. Ce sont: tout d'abord la persistance entre les dirigeants actuels, malgré les apparences, de vieilles rivalités personnelles entre anciens cadres de l'époque coloniale qui les empêchent de s'unir dans un domaine aussi essentiel que celui de la monnaie, par exemple, autrement que sous l'égide de l'ancienne métropole. A cela on peut ajouter aussi, chez certains, d'entre eux, le manque de confiance dans l'homme noir, également hérité du régime colonial, qui leur fait souvent préférer leur propre point de vue ou celui de l'étranger à ceux de leurs propres nationaux. Ce sont ensuite, chez certains dirigeants, des ambitions personnelles qui, malheureusement, ne se confondent pas toujours avec les intérêts vrais de leur pays. C'est, enfin et surtout la sécurité que chacun d'eux semble trouver dans l'organisation monétaire actuelle ».

parce que les Pays africains en objet n'ont jamais bénéficié auparavant de leur indépendance monétaire (1);

3) la zone aura une évolution décisive de telle sorte qu'elle accueillera les demandes d'indépendance de chacun des pays membres, sans renoncer aux avantages d'une certaine solidarité en matière monétaire (2). Les pivots du nouveau système devraient être l'émission de chacune des monnaies nationales par sa propre banque centrale, mais celle-ci restera liée aux autres (dans le cadre de l'Afrique occidentale et/ou centrale) par des mécanismes de compensation multilatérale analogue à celle de l'Union des Paiements, qui a rendu de véritables services pendant la décennie 1950-1960 jusqu'à la déclaration de convertibilité externe des monnaies européennes. On obtiendrait des devises de deux sources: d'un fonds créé par les pays adhérant au système auquel on ferait affluer les devises des nations qui de temps en temps auraient un surplus, et par des « comptes d'avances » ouverts à la Banque de France, en témoignage de la poursuite de la coopération entre la métropole et ses anciennes dépendances. La valeur externe de chaque monnaie se trouverait donc ainsi garantie d'abord par la ligne de défense constituée par la solidarité inter-africaine et, en second lieu, par l'inter-

(1) Nous nous référons à un passage de CALVET, *ibidem*, p. 118, que nous citons ici dans son entier: « La monnaie est l'un des attributs fondamentaux de la souveraineté de l'état. Il n'est pas étonnant que certains gouvernements veuillent, de ce point de vue, se dégager de toute alliance monétaire et poursuivre dans ce domaine une politique totalement indépendante. On peut essayer de leur faire remarquer qu'ils vont ainsi à contrecourant de l'évolution de ce temps, puisque la Communauté Economique Européenne s'efforce, depuis des années, de créer une union économique et monétaire et que, sur le plan international, il est généralement admis que la destruction du système de Bretton Woods est une catastrophe à laquelle il faut porter remède. Mais s'ils persistent dans leur décision il ne peut être question d'y faire obstacle ».

(2) Ce sont les propositions formulées par plusieurs, avec des nuances dans un sens ou dans l'autre, auxquelles DIARRA, *ibidem*, pp. 63-68, a donné un ordonnancement organique.

vention française. A la différence, toutefois, du système actuel, il y aurait une plus grande possibilité de discrimination pour soutenir un pays ou un autre, suivant que la politique monétaire adoptée serait plus ou moins saine;

4) la zone, sous une forme souple ou rigide, subira la phagocytose de la zone monétaire européenne dans la mesure où cette dernière saura être l'expression de l'intégration économique parmi les pays y adhérant. D'ores et déjà il existe une ouverture européenne (avec la France occupant encore une position dominante) en vue de collaboration dans le domaine commercial et financier, ouverture qui est destinée à s'étendre aux autres nations africaines si les membres de la zone sterling font partie des accords CEE-SAMA. Suivant un tel processus il sera également normal de voir se consolider certaines politiques monétaires au point de constituer implicitement une nouvelle zone plus vaste. Il faudra pour cela du temps et il faudra aussi avant tout que l'unification européenne soit relancée. Mais on a déjà appris par expérience que les tentatives faites pour que l'intégration monétaire, basée sur des combinaisons de tous ordres, précède l'intégration économique donnent de maigres résultats.

7.3 LA ZONE STERLING

Si l'on s'en réfère à l'exposé du Chapitre I, on se souviendra que l'appartenance à la zone sterling, qui ne revêt pas la forme d'accords officiels mais est la conséquence d'une habitude consolidée par la pratique, a signifié (1):

(1) Voir, entre autres, MLADEK, *Evolution of African currencies: the sterling area and unattached currencies*, dans « Finance and Development », FMI-BIRD, décembre 1964, pp. 184-191 et HIGONNET, *Réflexions sur la zone sterling*, dans « Economie appliquée », octobre-décembre 1958, pp. 592-629.

- coter sa propre monnaie sur la livre sterling anglaise (c'est-à-dire maintenir une parité fixe avec celle-ci);
- détenir la plus forte partie de ses réserves officielles en devise britannique;
- détenir une part plus ou moins importante des activités financières privées à Londres;
- effectuer les transactions en devises avec les pays en dehors de la zone par l'intermédiaire de la place anglaise;
- effectuer librement les paiements à l'intérieur de la zone;
- considérer Londres comme la principale source de capitaux.

Ces conditions ont disparu aujourd'hui ou existent sous une forme atténuée. La désintégration progressive de la zone est allée de pair avec les vicissitudes de la sterling en tant que monnaie internationale (1), à la différence de l'évolution qui s'est produite dans la zone franc. C'est précisément à cause du rôle important joué par la monnaie anglaise en tant que moyen de réserve internationale, qu'il faut s'inspirer de cet aspect pour saisir les mutations qui ont eu lieu dans la zone (2).

(1) En résumé, selon CONAN, *Re-structuring the sterling area*, dans « The Banker », mai 1968, p. 430, la situation a changé de la manière suivante: « Peut-être la véritable difficulté réside-t-elle dans ce que la zone sterling ne peut plus opérer sur une base traditionnelle. En dernier ressort le pouvoir de la livre dépend de la balance des paiements entre le système et le reste du monde; cette balance (et non le solde de la Grande-Bretagne pris séparément) détermine le niveau des réserves. Auparavant, le fonctionnement du système par rapport au monde en dehors de la zone sterling comprenait des liens de réciprocité entre la Grande-Bretagne et le reste de la zone sterling: plus précisément, le déficit de la première était déduit du surplus de la balance du deuxième. Aujourd'hui (si les tendances actuelles persistent) le système ne peut plus continuer à fonctionner ainsi: la Grande-Bretagne est toujours déficitaire à l'égard du reste du monde, mais le secteur d'outre-mer ne lui fournit plus d'excédent permettant de couvrir ce déficit ».

(2) Un détail curieux: les titres de certains ouvrages sur la question auxquels nous nous sommes référés, expriment par ordre chronologique les étapes

Après la deuxième guerre mondiale et jusqu'à ce que la livre sterling devienne une monnaie flottante en juin 1972, la zone comprenait les pays suivants: Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Inde, Pakistan, Ceylon, les pays des Caraïbes (les Bahamas, Bermude, le Honduras britannique, et la Guyane), les Pays d'Afrique (Nigeria, Gambie, Ghana, Sierra Leone, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Malawi et Zambie), les nations d'Extrême Orient (Brunei, Hong Kong, la Malaisie et Singapour), celles du Moyen Orient (Jordanie, Koweït, Yemen du Sud et autres territoires du Golfe Persique) et d'autres pays tels que: Chypre, l'Islande, l'Irlande et Malte.

Nous allons observer leur comportement en ce qui concerne la première règle. En septembre 1949, à l'occasion de la première dévaluation de la livre sterling après la guerre, à de rare exceptions près, la totalité de ces pays a suivi la monnaie-pilote, prouvant ainsi une cohésion remarquable de la zone.

Mais déjà en décembre 1958 la décision prise par les principales nations industrialisées, et parmi celles-ci, la Grande-Bretagne, de garantir à leur monnaie la convertibilité externe, a fortement diminué la raison d'être de ce groupement. En effet, pour les paiements courants on a créé deux catégories de livres sterling, celles appartenant aux résidents et celles du compte étranger. Ces dernières permettent à leurs possesseurs (personnes ou sociétés hors de la zone) de les convertir en d'autres devises, sur demande, leur position étant assimilée à celle des « résidents » de la zone (auxquels toutefois on applique le contrôle des changes pour les

de ce déclin progressif: VENKATARAMAN, *Sunset over the sterling area*, dans « The Economic Weekly », 15 février 1958, pp. 253-255; AVENTUR, *Les facteurs de désintégration de l'espace sterling*, dans « Revue juridique et économique du Sud-Ouest », 1958, pp. 113-114; SPENGLER, *Is the sterling area disintegrating?*, dans « The Banker », janvier 1964, pp. 17-22; LEVER, *Ending the reserve role of sterling*, dans « The Banker », janvier 1971, pp. 16-22; BAREAU, *Death of the sterling area*, dans « The Banker », août 1972, pp. 1028-1031.

transferts hors de la zone). Par contre, de plus grandes libertés ont été laissées aux « résidents » en ce qui a trait aux mouvements de capitaux (1).

La situation de la livre sterling s'est détériorée au cours de la décennie 1960-1970 par suite de la faiblesse de l'économie anglaise, de la dégradation des comptes avec l'étranger et des pressions spéculatives au détriment de cette monnaie (2). En 1966 a été conclu le premier Accord de Bâle (3) c'est-à-dire qu'un prêt a été consenti au Royaume Uni par un consortium de banques centrales, afin de soutenir les demandes de conversion des livres sterling en d'autres devises.

Cette facilité de crédit n'a pu empêcher la seconde dévaluation de 14,3% qui eut lieu en novembre 1967 et constitua le point de départ d'une série de crises monétaires dont le point culminant a été l'abandon des accords de Bretton Woods. Dans une telle circonstance les divers pays de la zone n'ont pas réagi uniformément, mais, dans la plupart des cas, leur réaction a été l'inverse de celle de 1949. En Afrique, seuls, la Sierra Leone, la Gambie et le Malawi ont suivi la dévaluation de la livre sterling, tandis que les autres ont conservé la valeur de la monnaie inchangée par rapport au dollar, et l'ont donc réévaluée par rapport à la monnaie anglaise.

(1) Exactement, d'après la MIDLAND BANK REVIEW, *The evolution of the sterling area: what it signifies today*, février 1972, p. 12: « accorder la convertibilité de la livre sterling à l'extérieur constitue l'événement le plus remarquable qui a ouvertement affecté la position de la zone sterling car il a été le plus marquant de la période allant de la dévaluation de 1949 à celle de 1969 ».

(2) Voir, pour l'ensemble, STAMMATI, *Il sistema monetario internazionale*, Boringhieri, Turin, 1973, pp. 69-82.

(3) Cet accord tire son nom de la ville où la BRI a son siège car cette banque a coordonné à plusieurs reprises toutes les opérations dont il s'agit. Voir, pour plus de détails, BORTOLANI, *Le funzioni monetarie della Banca dei Regolamenti Internazionali*, Giuffrè, Milan, 1968, pp. 19-21.

De nouveaux accords de Bâle furent conclus l'année suivante (1) pour soutenir une monnaie de structure fragile. Entre temps, pour inciter les banques centrales et autres institutions officielles de la zone à ne pas se débarrasser complètement de leurs soldes en sterlings, une garantie en dollars leur a été assurée: le Royaume Uni s'est engagé à conserver inchangée la valeur en dollars du montant en sterlings excédant 10% de leurs réserves globales, dans l'éventualité de nouvelles dévaluations (2).

Malgré ces mesures, le détachement à l'égard de la livre sterling et l'indexation sur le dollar se sont multipliés en 1971, entre les mois d'août et de décembre, et après l'accord smithsonien de Washington, avec le réajustement général des devises dans des proportions variables.

La diversité des comportements atteint ensuite son maximum à l'égard de la fluctuation de la livre sterling de juin 1972, comme le fait constater l'analyse de la note (3). Pour différents pays cette nouvelle scission des liens avec la zone, qui était déjà en cours,

(1) A leur sujet, consulter NEW ZEALAND CHANCELLOR OF THE EXCHEQUER, *The Basle facility and the sterling area*, dans « Bulletin », Reserve Bank of New Zealand, octobre 1968, pp. 215-218.

(2) Voir pour plus de détails CRAWFORD, *Guarantees for the sterling area: a stronger system emerges from Basle*, dans « The Round Table », 1969, pp. 29-35.

(3) Trois groupes principaux peuvent être identifiés dans le cadre de la zone selon les déductions de la BRI dans son 43^{ème} *Rapport Annuel*, Bâle, 18 juin 1973, p. 170: « le premier comprend des pays dont les monnaies étaient déjà indexées sur le dollar et qui n'ont pas modifiés leurs taux à l'égard de cette monnaie, c'est-à-dire: l'Australie, la Jordanie, le Ghana, l'Islande, le Kenya, le Nigeria, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Samoa occidentales, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie. Sont compris dans le deuxième groupe divers pays indexés auparavant sur la sterling et qui ont de manière analogue maintenus leurs taux par rapport au dollar, se trouvant ainsi à s'indexer sur cette monnaie, ce sont: Chypre, Hong Kong, le Koweït, la Malaisie, Oman et Singapour. Dans le troisième groupe on trouve les pays ayant décidé de laisser flotter leur monnaie comme la sterling, ce sont: le Bangladesh, les Iles Barbades, le Botswana, les

fut, en fait, motivée, parce que les autorités britanniques n'avaient pas averti ces pays à l'avance de leur décision (1).

Pour résumer, en ce qui concerne la première règle fondamentale de la zone, on peut dire qu'elle n'a pas été observée par la généralité des pays membres, en partie du fait de l'évolution naturelle vers la diversification commerciale et financière, mais surtout en conséquence de l'instabilité de son point de référence, la livre sterling. Les dévaluations, la convertibilité extérieure, les fluctuations ont constitué autant d'éléments de désagrégation qui n'étaient pas destinés à disparaître, même pas à moyen terme. La pénible entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Européenne, les graves perturbations subies par le système monétaire international, les répercussions de la crise pétrolière, la plus grande autonomie des nations de la zone laissaient clairement prévoir un processus irréversible, dans lequel chaque pays adapte sa propre politique monétaire et celle concernant les devises aux exigences du moment.

Quant à la deuxième et à la troisième règle, la détention des soldes en livres sterling par les institutions officielles et par les personnes privées, il est hors de doute que le risque de conversions possibles a été en permanence le principal problème pour la solidité

Fiji, la Gambie, la Jamaïque, la Guyane, l'Inde, l'Irlande, le Lesotho, le Malawi, l'Île Maurice, la Sierra Leone, l'Afrique du Sud, le Swaziland, et les îles Trinidad et Tobago. A ces pays on peut ajouter le Sri Lanka (Ceylon) qui après s'être indexé sur le dollar est retourné à l'indexation sur la livre, tandis que Malte a opté pour une fluctuation unilatérale et contrôlée. L'Irak, enfin, bien que ne faisant pas partie de la zone sterling, a indexé sa monnaie sur la livre un peu avant la fluctuation de celle-ci ».

(1) BAREAU, *Death of the sterling area*, op. cit., p. 1028, affirme laconiquement que: « La zone sterling, sur laquelle le soleil ne se couche jamais, comprend aujourd'hui: le Royaume-Uni, les îles de la Manche, l'île de Man, et par ironie, la République d'Irlande. Sa contraction spectaculaire récente a été la conséquence directe de la fluctuation de la livre sterling du 23 juin ».

de la zone en concomitance avec les crises de confiance à l'égard de la monnaie anglaise. Il existe une interdépendance entre les deux phénomènes, parce que la faiblesse de la livre a provoqué des craintes et donc des demandes de conversions, lesquelles ont ensuite contribué à aggraver la position.

Par suite du déclin de la fonction de la livre comme monnaie internationale, il est devenu nécessaire de retirer (progressivement) de la circulation les soldes en sterlings à vue ou à brève échéance possédés par les institutions officielles: parmi les diverses possibilités (1), celle choisie pour le moment consiste à consolider la dette et à la transformer précisément en un engagement à long terme. Cette opération, qui concerne une partie et non la totalité des soldes, a pu être réalisée dans la pratique grâce au soutien apporté par la coopération entre banques centrales. A l'avenir, à l'aide d'un système des règlements internationaux restructuré ainsi que d'une union monétaire européenne existant ailleurs que sur le papier, il sera possible de trouver des solutions plus durables, réalisables dans le cadre des instruments du FMI ou de la CEE. De toutes façons, le résultat est que les Pays africains intéressés se sont insérés dans l'orientation de base, ont réduit leurs réserves en livres sterling, et ce malgré la garantie de change qui leur a été assurée.

Les disponibilités liquides en sterlings détenues par des particuliers, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone on suscité des préoccupations plus grandes encore. Même si une partie plus ou

(1) Voir OSSOLA-SAVONA, *The future of sterling: a logical approach*, dans « The Round Table »; Britain, « The Commonwealth and Europe », *The Commonwealth Journal of International Affairs*, octobre 1971, pp. 560-565; WEISE, *The role of sterling after Britain's entry into the European Economic Community: a continental view*, Tilburg, 1972, pp. 13-17; LEVER, *Ending the reserve role of sterling*, *op. cit.*, pp. 21-22; CRAWFORD, *Funding the sterling balances*, dans « The Banker », juillet 1968, pp. 607-613.

moins importante de ces liquidités reste constamment en circulation, pour effectuer les transactions, il est certain que de tels soldes constituent la fraction la plus instable et la moins facile à contrôler de la masse globale des *overseas sterling balances*, sujette à des conversions massives soudaines à l'occasion de crises monétaires, conversions qui s'effectueront au préjudice de la monnaie anglaise (1). Aujourd'hui, cependant, à la différence des conversions d'autrefois lorsque la défense de la parité entre les marges d'oscillation était obligatoire, les cessions de sterlings se font à des taux de change désavantageux pour les vendeurs, étant donné que ce sont les forces du marché (corrigées par des interventions discrétionnaires de la *Bank of England*) qui déterminent les cotations journalières.

Donc, le relâchement des liens avec l'ex-métropole se manifeste également sous l'angle de la composition des réserves officielles des pays membres et sous celui de la détention de livres sterling par les personnes privées. La même remarque s'applique aux autres conditions-base d'appartenance à la zone, c'est-à-dire la réglementation du contrôle des changes et la position de prédominance absolue occupée par Londres en tant que centre financier et pivot du système.

Pour les opérations courantes, la convertibilité externe a réduit à bien peu de choses la disparité de traitement entre les possesseurs de sterlings à l'intérieur et en dehors de la zone. Quant aux mouvements de capitaux il existe encore un régime préférentiel en faveur des pays membres (2), mais ces derniers n'ont plus une

(1) Voir à ce sujet HOLLOWAY, *The burden of the sterling area*, dans « The Bankers' Magazine », juillet 1968, pp. 6-11.

(2) Voir la synthèse des dispositions en vigueur dans BAREAU, *op. cit.*, pp. 1029-1031 et dans « Midland Bank Review », *op. cit.*, pp. 14-15.

liberté absolue d'effectuer des transferts, mais seulement une réduction des limitations par rapport aux autres pays. En outre, l'uniformité de réglementation qui caractérisait le passé a disparu, dans ce domaine aussi chacun des pays s'est doté d'instruments de contrôle qui lui sont propres.

Londres a perdu de l'importance en tant que centre financier de la zone: c'est là une conséquence directe des difficultés éprouvées par la livre sterling et des mesures prises à ce sujet pour réduire le passif de la balance des paiements, et parmi ces dernières, le contingentement des sorties de capitaux. D'autres sources ont été offertes aux pays membres à la recherche de capitaux à différents titres, et ont remplacé le marché anglais. Mais l'intermédiation de ce dernier s'est adaptée aux temps nouveaux et s'exerce depuis quelques années dans les transactions en eurodevises, dont il est le principal centre (1).

On peut affirmer, en conclusion, que la dissolution de la zone sterling a pratiquement atteint sa phase finale, sans déclarations officielles ou retraits explicitement exprimés, de même que le système s'était créé au siècle dernier, sans procéder à aucune formalité. Les Pays africains membres, à la différence des nations francophones, avaient déjà obtenu au lendemain de leur indépendance la liberté de créer des banques centrales autonomes, tout en continuant à faire partie de la zone, pour des motifs d'ordre historique principalement et d'acheminement progressif vers une diversification dans les échanges et les flux financiers. Les péripéties néfastes pour la livre sterling de la décennie 1960-1970 ont proba-

(1) BAREAU, *op. cit.*, p. 1031 reste quelque peu perplexe à cet égard: « Londres, à l'avenir, comme par le passé, se pliera aux circonstances changeantes et fera des affaires avec d'autres devises que la sienne. On doit, cependant, mettre en doute la possibilité pour un centre national sur un marché international d'atteindre à la plénitude de son potentiel en traitant avec des devises qui ne sont pas la sienne ».

blement accéléré un processus de détachement inévitable, que seule l'autre grande zone monétaire en Afrique a l'illusion de pouvoir empêcher.

Si la Communauté Européenne est destinée à se consolider, et surmonte ses divisions actuelles, et si le renouvellement de la Convention de Yaoundé englobe dans son association les Pays africains anglophones, alors dans un avenir plus ou moins proche son débouché naturel revêtira la forme d'une vaste zone monétaire euro-africaine, dont il est difficile aujourd'hui d'imaginer les caractéristiques.

7.4 CONCLUSIONS: ASPECTS D'UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

A maintes reprises, au cours des pages qui précèdent, on a insisté sur l'importance de promouvoir le développement « de l'intérieur », au moyen d'une action coordonnée du secteur public et du secteur privé: cette action reste le choix essentiel, dont la réalisation doit être poursuivie sans impatience, en faisant appel à toutes les ressources et à tous les effectifs de travailleurs locaux.

On a, cependant, mis en évidence le lien étroit des économies africaines avec le reste du monde. Dans les trois domaines: commercial, financier et monétaire les améliorations de la situation, aujourd'hui défavorable, passeront par des négociations ou, plus vraisemblablement, par des épreuves de force entre pays nouveaux et nations industrialisées. Les points saillants des objectifs à poursuivre sont indiqués ci-après sous forme schématisée (1).

(1) Ces objectifs reflètent largement les instances du Tiers Monde exprimées par le « Groupe des 77 ». Consulter, pour l'ensemble, UNCTAD, *La stratégie internationale du développement en action*, Santiago du Chili, 13 avril 1972, p. 110 et GROUPE DES 77, *Il documento di Lima*, dans « Terzo Mondo », juin 1972, pp. 21-104.

TABLEAU 11

VALEUR DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES PRODUITS MANUFACTURÉS
EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS TOTALES POUR LES ANNÉES
1960 ET 1970

	Exportations en milliards de \$		Pourcentage des exportations totales	
	1960	1970	1960	1970
<i>Pays en voie d'expansion</i>				
Matières premières	22,0	41,2	85,0	75,9
Produits manufacturés	3,8	12,7	14,6	23,4
Divers	0,1	0,4	0,4	0,7
Exportations totales	25,9	54,3	100,0	100,0
<i>Pays évolués</i>				
Matières premières	25,3	51,4	30,8	22,9
Produits manufacturés	54,0	169,1	65,9	75,4
Divers	2,7	3,7	3,3	1,7
Exportations totales	82,0	224,2	100,0	100,0

SOURCE: NATIONS UNIES.

A) *Rapports commerciaux*

La situation des pays en voie de développement est très bien illustrée par les données globales du tableau 11 qui établissent la comparaison entre 1960 et 1970.

Il ressort de ces statistiques que pendant la décennie 1960-1970 on n'a guère avancé sur le chemin de la modification d'une situation qui perpétue une division internationale du travail tout-à-fait défavorable au Tiers Monde.

Les requêtes présentées concernent: a) l'organisation d'accords négociés pour les produits de base et la création de stocks régulateurs financés par les institutions internationales, afin de limiter la fluctuation des prix; b) la libéralisation des échanges au moyen de la suppression des restrictions et des taxes imposées dans les

pays évoluées aux produits provenant des nations nouvelles, la garantie d'une participation minimum de ces dernières sur le marché des premières lorsque leurs produits sont compétitifs, l'abolition des préférences spéciales (comme celles contenues dans l'accord de Yaoundé) et l'entrée en franchise pour les produits manufacturés provenant des pays en voie de développement (extension du *Kennedy Round* à ces pays).

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, il se pose à l'Afrique un formidable problème d'incompatibilité en ce qui concerne les transactions en cours avec l'Europe (1): l'obtention de concessions avantageuses se heurtera au traitement discriminatoire à l'égard des autres pays nouveaux.

B) *Rapports financiers*

En vue de permettre aux pays en voie de développement de remédier, en partie du moins, à l'absence du facteur de production dont ils manquent le plus, les capitaux, un flux de fonds provenant de différentes directions a été acheminé et continue à l'être vers leurs économies.

Dans l'ensemble, l'insuffisance des transferts effectués pendant la décennie 1960-1970 est prouvée par le fait que l'objectif fixé par les Nations Unies pour cette première décennie d'expansion n'a pas été atteint bien que cet objectif ait été limité, puisqu'il devait être l'équivalent (au net des remboursements) à 1% des

(1) De nombreuses études ont été faites sur les rapports entre l'Europe et l'Afrique: outre le volumineux ouvrage d'ANDREIS, *L'Africa e la Comunità Economica Europea*, Einaudi, Turin, 1967, p. 444, nous signalons — parmi les plus récents — SECCHI, *Il rinnovo dell'associazione tra la CEE e i SAMA e le tendenze della politica comunitaria verso i Paesi sottosviluppati*, dans « Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali », novembre 1973, pp. 1081-1108 et *Una nuova associazione fra l'Europa dei nove e l'Africa*, Istituto per le relazioni tra l'Italia e i Paesi dell'Africa, America Latina e Medio Oriente, Milan, 29-30 mars 1974.

TABLEAU 12

FLUX NET DE RESSOURCES FINANCIERES VERS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Années	A) Flux net total de ressources financières vers les pays sous-développés (en milliards de \$)	B) Objectif de l'ONU de 1% (en milliards de \$)	A B
			en pourcentage
1960	8,1	9,1	0,89
1961	9,2	9,6	0,95
1962	8,4	10,4	0,80
1963	8,3	11,2	0,76
1964	9,6	12,1	0,79
1965	10,3	13,1	0,77
1966	10,4	14,4	0,71
1967	11,4	15,3	0,74
1968	13,4	16,7	0,80
1969	13,8	18,4	0,75
1970	15,0	19,9	0,75

SOURCE: OCDE.

ressources fournies par les produits nationaux bruts des nations industrialisées. Les statistiques contenues dans le Tableau 12 en donnent une confirmation éloquente.

On peut observer, plus particulièrement que:

a) *les transferts à titre gracieux* sont essentiellement des dons de diverse nature, qui ne doivent donc pas être remboursés, et sont mis à la disposition du Tiers Monde par des gouvernements, des organismes publics et des particuliers. Leur volume est resté presque constant au cours de la décennie 1960-70 en termes absolus, mais il a diminué, par contre, en termes relatifs, passant de 45% en 1961 à 21% en 1971, ceci témoigne du peu d'intérêt — surtout de la part des organismes officiels — pour

cette forme d'aide qui est une source de bénéfices pour les destinataires mais non pour les donateurs (dans certaines limites);

b) *les Prêts*, qui sont des financements à court terme, mais le plus souvent à moyen et long terme, prévoient des remboursements échelonnés sur une période plus ou moins longue, aux conditions du marché (*hard loans*) ou de faveur (*soft loans*, c'est-à-dire des prêts à très longue échéance et/ou à des taux d'intérêt nuls ou très faibles).

Suivant leur origine, ces financements peuvent être publics, privés, bilatéraux et multilatéraux.

On peut sans aucun doute affirmer que, sous le premier aspect, les prêts publics ont la prépondérance sur les autres: il s'agit d'emprunts accordés directement par les états ou les organes parastatistiques. D'après l'autre classification, ce sont les prêts définis comme bilatéraux, en ce qu'ils ne concernent que deux pays, celui qui accorde et celui qui reçoit le prêt. Le volume de ces financements a augmenté au cours de la décennie étudiée, aussi bien en termes absolus qu'en pourcentages, mais à un taux qui n'est certes pas exceptionnel: en effet si l'on additionne les montants qui correspondent aux pays du DAC (*Development Assistance Committee*, en pratique les pays occidentaux les plus industrialisés) aux sommes déboursées par les nations à économie centralisée, on arrive à 25% des flux financiers globaux vers le Tiers Monde, soit un peu plus de 4 milliards de dollars en 1971. Parmi les autres caractéristiques des prêts bilatéraux, il faut rappeler que, trop souvent, ils sont « liés », c'est-à-dire qu'ils obligent le pays destinataire à utiliser les sommes reçues pour des achats de machines, d'outillage, ou autres dans la nation même qui a fourni le financement, ce qui a pour résultat d'accroître le coût réel de ce dernier, tout ceci, en outre, sans compter les obligations de nature politique impliquées par des opérations de ce genre.

Pour éviter certains de ces inconvénients, depuis longtemps déjà se sont ajoutés aux gouvernements des organismes internationaux, ceux-ci ont pour mission de recueillir les ressources financières fournies surtout par les pays industrialisés (au moyen de quotas de participation à leur capital, d'émission de titres, de contributions variées) et de les acheminer vers les zones sous-développées pour y financer des projets considérés comme prioritaires pour leur expansion. Le groupe de la Banque Mondiale est le plus important de ces organismes, il comprend la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et ses deux groupes affiliés: l'Association internationale de développement (AID) et la Société financière internationale (SFI). Fort de ces trois institutions qui sont étroitement liées, le groupe peut offrir une gamme diversifiée d'interventions en matière de crédit, allant des prêts aux conditions du marché aux prêts hypothécaires à des conditions de faveur, et à la prise de participations actionnaires dans des initiatives privées.

On trouve également des institutions opérant sur une échelle régionale, autant dire continentale, en vue de mobiliser les ressources supplémentaires des nations industrialisées et de redistribuer les disponibilités éventuelles mises en commun par les pays en voie de développement. En Afrique, la Banque Africaine pour le Développement est cet organisme dont le principal but est de financer les projets régionaux qui sont hors de portée pour les banques nationales de développement, ceci en vue d'accélérer l'intégration économique parmi les pays d'une même zone.

En connexion avec les prêts reçus on trouve le problème que pose la lourde charge de la dette extérieure, que l'on cherche à alléger en la transformant en obligations à long terme. Cette charge est devenue beaucoup plus pesante à la suite du renchérissement du pétrole brut vers la fin de l'année 1973: il n'est pas impossible

toutefois que les pays producteurs, pour des motifs politiques, fassent de nouveau affluer vers les états « amis » de l'Afrique une partie des devises qu'ils se sont procurés, ceci par des canaux financiers bilatéraux ou multilatéraux (1);

c) *les investissements* se différencient des deux types de flux financiers précédents par le fait que, dans ce cas, les transferts s'effectuent au titre de capital, et impliquent la prise du risque d'entreprise. Le flux des sorties dépend des résultats obtenus et peut comprendre la ré-exportation des bénéfices, outres à un désinvestissement éventuel. Ce type d'opérations, réalisé en général par des personnes privées, a pris de plus en plus de poids avec le temps, au point de représenter presque la moitié des fonds qui affluent vers le Tiers Monde. Parmi les investissements en question, ceux des entreprises multinationales occupent la première place et s'identifient généralement aux réalisations les plus étendues et revêtant la plus grande importance.

Etant donnés, d'une part, les conditionnements considérables (en termes politiques, économiques et sociaux) inhérents à ce genre de transferts et, d'autre part, l'impossibilité où se trouve le pays qui les reçoit de se replier totalement sur lui-même, faute de facteurs de production vitaux (capitaux, technologie, capacité des entrepreneurs), une solution acceptable pourrait être celle d'une ouverture vers l'étranger qui serait contrôlée et préciserait les conditions de réalisation des investissements. En effet, il est hors de doute que, même si dans le cadre d'une « philosophie » inchangée de la division internationale du travail, la nature des rapports entre les pays en voie de développement et les sociétés multinationales

(1) Voir ceux étudiés par BORTOLANI, dans *Aspetti dei trasferimenti di capitali verso i Paesi in via di sviluppo*, extrait de « Il Risparmio », mai 1974, pp. 20-24. Sur la question consulter aussi DEVELLE-VILLAIN, *Les arabo-dollars*, dans « Banque », mai 1974, pp. 479-582.

a évolué dans un sens favorable aux premiers au cours de l'histoire, elle est toutefois susceptible de s'améliorer. Pour progresser encore, le Tiers Monde devrait insister particulièrement sur les points suivants lorsqu'il envisage d'accepter un investissement étranger (1).

1) Le projet doit rentrer dans le cadre du plan de développement du pays, et ne pas lui être étranger. C'est-à-dire qu'il doit s'agir d'un « pôle » de développement, et que toute l'attention nécessaire soit accordée aux liens entre l'investissement étranger et les finalités sociales internes (construction d'écoles, de centres sanitaires et de loisir, d'infrastructures élémentaires).

2) La formation de personnel qualifié, de techniciens et de cadres locaux revêt la plus grande importance: seul cet élément permettra à l'avenir d'auto-alimenter une classe de dirigeants et d'experts à différents niveaux parmi les indigènes, car aujourd'hui elle est indéniablement insuffisante pour ne pas dire totalement inexistante. Il est évident que ce processus se poursuivra à moyenne et longue échéance et ne pourra être réalisé que par la substitution progressive des autochtones aux cadres étrangers d'aujourd'hui: ce qui importe c'est que la réalisation de l'investissement, laquelle vient par elle-même « de l'extérieur » ne continue pas à rester quelque chose d'étranger et que les populations du Tiers Monde n'ont pas acquise. Il faut absolument éviter que ne s'enracinent dans l'esprit des autochtones la conviction et la certitude que dans des situations critiques données tout sera finalement résolu par le technicien étranger. Outre qu'il y a là un travail de formation très dur qui ne donne pas toujours de brillants résultats, il faut vaincre le comportement agnostique naturel à tant de populations indigènes à l'égard des concepts de maintenance, amortissement, re-

(1) Voir BORTOLANI, *Aspetti dei trasferimenti dei capitali verso i Paesi in via di sviluppo*, op. cit., pp. 10-12.

nouvellement, dynamisme. Les gouvernements des nations nouvelles sont pleinement conscients de cet état de choses, et depuis longtemps ils ont fait des efforts considérables pour améliorer l'instruction à tous les niveaux. Pour pouvoir imaginer un avenir qui soit au moins en partie indépendant il est indispensable que l'oeuvre de diffusion de la culture générale soit complétée par l'assimilation des techniques venant de l'extérieur: déjà un tel pas — tout hérissé de difficultés et encore à ses débuts — représente un conditionnement très important, peut-être une phase nécessaire par laquelle il faut passer pour devenir maître de certains instruments dans le domaine intellectuel qui d'ici quelques générations pourront aboutir à des contributions originales.

3) En vue de protéger autant que faire se peut l'indépendance nationale, il est souhaitable que soit établie, comme cela se fait déjà dans divers pays, une classification des projets d'après un code d'investissement précis, indiquant dans quels secteurs une ingérence étrangère peut être acceptée, ou non, et dans quels secteurs une participation commune est admise.

4) Il faut dans tous les cas miser sur les investissements qui nécessitent un effectif de travailleurs très important: en ceci, jusqu'à présent, nombreux sont les pays en voie de développement qui ont fait l'erreur d'orienter, inconsciemment peut-être, les choix de l'investisseur étranger dans le sens opposé, ceci par une politique spécieuse de faibles taux d'intérêt. Ce n'est pas le faible poids des financements locaux (inférieur à celui qui peut être obtenu dans le pays d'origine) mais la main d'oeuvre peu coûteuse qui doit attirer l'entreprise multinationale: de cette façon on aura au moins pu diminuer le problème posé par le chômage (1).

(1) Voir plus haut, para. 4.7.

5) Des limites doivent être fixées à la libre ré-exportation des bénéfices — ceci est désormais une règle appliquée par tous — mais en même temps il ne faudra pas exagérer dans ce sens, afin de ne pas décourager l'investisseur. Tous comptes faits, l'entreprise capitaliste vit pour faire des bénéfices et pour prendre de l'extension: une fois que le bénéfice a été dûment vérifié et taxé (dans une proportion de 50% par exemple), il est plus important d'insister sur la réalisation des autres conditions déjà énumérées plutôt que de s'acharner sur l'inévitable sortie de ressources sous forme de rapatriement des profits. Malheureusement, les gouvernements locaux ont fait preuve d'un certain manque de jugement qui aboutit souvent à ces résultats négatifs: ils se soucient de voir les entreprises retirer de gros profits parce que dans ce cas la tranche qu'ils peuvent prélever est d'autant plus importante soit qu'ils la prennent à leur titre de participants, ou à leur titre de percepteurs des contributions: ces bénéfices importants ne peuvent être obtenus de l'affaire qu'en laissant celle-ci sous la direction de l'investisseur étranger; de la sorte l'insertion au sommet d'éléments indigènes est découragée ou retardée, ce qui rend plus long encore le chemin à parcourir pour atteindre l'indépendance dans le domaine technologique.

6) Il est souhaitable qu'une fois démarrée avec succès une initiative les investisseurs locaux aient la possibilité d'acheter des actions de la société en objet, en leur cédant une fraction des quotas détenus par l'entreprise multinationale et par l'état. Même si une telle fraction est minime elle encourage la diffusion de l'actionnariat et l'on donne ainsi une impulsion à la formation de plus vastes marchés financiers locaux (1).

(1) Voir ci-dessus au para. 6.4.

7) En ce qui a trait au contrôle de la nouvelle société, il est à conseiller de résoudre le problème en obtenant la plus vaste participation locale possible. L'expérience prouve, cependant, que même lorsque l'état détient une participation majoritaire, le contrôle effectif reste souvent à l'entreprise multinationale, parce qu'elle possède la suprématie en matière de *management* et de capacité technique: pour donner à un tel problème une solution plus durable on en revient aux considérations faites au point précédent 2).

8) D'une façon plus générale, les solutions optimales s'obtiennent par l'intermédiaire d'une action de coordination au niveau supranational. Il est facile pour les entreprises multinationales présentes dans le monde entier d'occuper une position favorable quand elles traitent avec des états particuliers, en les opposant, si besoin est, les uns aux autres. Ce ne sera que par des groupements opportuns (par produits, par zones géographiques) que les pays en voie de développement pourront devenir des interlocuteurs moins faibles vis-à-vis des grandes sociétés. Bien des positions consolidées restent encore à abattre sur cette route.

C) *Relations monétaires*

Dans ce domaine, une mutation fondamentale de la situation reste liée à la réforme du système monétaire international. dont les caractères généraux sont contenus dans le document rédigé par le Groupe des Vingt qui a été publié très récemment (1). Il s'agit d'une série de propositions, certaines sont approuvées de tous, alors que pour d'autres les parties en cause ne sont pas encore parvenues à un accord préliminaire.

Parmi ces dernières figure l'instance qui intéresse le plus les pays du Tiers Monde, c'est-à-dire la transformation du mécanisme

(1) Voir: COMMITTEE OF TWENTY, *Outline of reform and accompanying annexes*, dans « IMF Survey », 17 juin 1974, pp. 193-208.

actuel de répartition des droits de tirage spéciaux (1). Dans les conditions présentes, de nouvelles disponibilités sont acheminées par ce canal vers le Tiers Monde, plus précisément elles s'élèvent à 27% du montant global, et constituent la somme des quotas des pays en voie de développement au sein du FMI (2). Une question se pose immédiatement à ce sujet: est-il juste que l'ensemble des pays pauvres, qui groupe le plus grand nombre d'Etats et dont les besoins financiers sont les plus pressants, ne reçoive qu'un peu plus du quart des affectations globales? Etant donné que les DTS devront jouer à l'avenir un rôle déterminant comme composante de la liquidité et comme instrument de réserve et de paiement, est-il possible et réaliste de croire à une modification du système des DTS qui tiendra mieux compte des exigences des nations nouvelles?

Le problème en question, dénommé celui du *link*, c'est-à-dire du lien entre la création des DTS et le financement de l'expansion, a fait l'objet de nombreux débats au cours des mois et des années qui viennent de s'écouler, aussi bien au niveau des experts, que des économistes à titre individuel, et des comités ainsi que des assemblées officiels (UNCTAD, FMI, Association des banques centrales

(1) Les droits de tirage spéciaux constituent depuis le 1^{er} janvier 1970 le nouvel instrument de liquidité internationale, créé par le Fonds Monétaire International et réparti parmi les Pays membres proportionnellement à leur quota versé à ce Fonds. Les DTS émis pendant la période triennale 1970-1972 pour un montant de 9,5 milliards d'unités, viennent s'ajouter à l'or, au dollar et aux autres monnaies fortes comme moyens de paiement entre les banques centrales des différentes nations. Leur valeur est conventionnelle et équivaut à 0,8886 grammes d'or sans pour cela être convertibles en métal ou garanti par lui. Leur valeur réelle réside dans leur acceptation par les pays adhérents au système: en d'autres termes, les banques centrales sont tenues d'accepter en remboursement de leurs crédits ces DTS (jusqu'à concurrence de montants déterminés) qui peuvent constituer une alternative aux autres instruments de paiement.

(2) Dans son ensemble l'Afrique (Afrique du Sud non comprise) ne reçoit qu'un peu plus de 5% du total.

africaines, etc...) (1). En résumé, deux types de *link* se présentent: l'un organique ou direct, l'autre inorganique ou indirect. Le premier type prévoit qu'une partie plus ou moins considérable des DTS sera utilisée directement pour financer l'expansion, alors que le restant continuera à être réparti suivant les critères actuels; le second type, au contraire, imposerait au FMI l'obligation de céder une fraction des DTS aux organisations financières du groupe de la Banque Mondiale, qui les utiliserait pour octroyer des prêts aux pays en voie de développement.

Dans les deux cas des ressources plus importantes afflueraient automatiquement vers le Tiers Monde, et, le temps passant, elles se substitueraient, en partie, ou en totalité, aux capitaux fournis aujourd'hui sur une base bilatérale, avec tous les inconvénients et les limitations de cette forme de transfert.

Bien entendu, il ne faut pas sous-évaluer les interférences de ce lien avec le problème de la liquidité internationale ni l'éventualité de ses répercussions inflationnistes (2), un fait incontestable demeure car ce lien représenterait une solution de rupture dans les rapports déséquilibrés entre le monde évolué et celui en voie de développement, et il contribuerait à réduire l'écart en question,

(1) Consulter, parmi le grand nombre d'auteurs qui ont abordé ce problème: HABERLER, *The case against the link*, dans « Quarterly Review », Banca Nazionale del Lavoro », mars 1971; SECCHI, *Diritti speciali di prelievo e finanziamento dello sviluppo: i termini del problema*, dans « Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali », juin 1972, pp. 531-564; BARATTIERI, *Diritti speciali di prelievo e finanziamento dello sviluppo: una analisi dei costi e benefici*, dans « Bancaria », décembre 1972, pp. 1518-1523.

(2) THE COMMITTEE OF TWENTY, *op. cit.*, p. 208, ce comité fait le point de la situation: « L'établissement d'un *link* n'a pas été approuvé. Tout le monde est d'accord en général, au cas où il serait créé, que le montant de DTS affectés et leurs principales caractéristiques devraient toujours être uniquement déterminés sur la base des besoins monétaires globaux et que ces caractéristiques devraient être les mêmes pour tous les DTS qu'ils soient distribués en tant qu'affectations normales ou en tant que *link*.

sans imposer des conditions excessives aux pays nouveaux. En outre, il faut tenir présent que, si l'on augmente opportunément le taux de rentabilité des nouveaux instruments en le faisant passer de son taux actuel de 1,50% à un taux de marché, d'une part, on fera peser une charge inévitable sur les nations du Tiers Monde, et d'autre part, les pays ayant à céder des biens d'équipement (c'est-à-dire les pays industrialisés) seront enclins à conserver les DTS reçus en échange des biens fournis. Par conséquent le système ne serait pas du tout gratuit mais aurait l'avantage d'institutionnaliser un mécanisme de transfert avec toutes les garanties offertes par un contrôle supra-national exercé soit par le FMI, soit par la Banque Mondiale.

Quelles sont les positions adoptées par les différents pays à l'égard de ces propositions? Alors que l'adhésion des nations en voie de développement au *link* est évidente, quelle qu'en soit la forme, les principaux Etats industrialisés sont divisés: d'une part, la majorité d'entre eux est favorable à la création du lien (parmi eux figure l'Italie qui dès 1968 a soutenu la création du *link* inorganique), d'autre part, deux pays: les Etats-Unis et l'Allemagne y sont opposés. Il n'y a rien d'étonnant à ce que la nation la plus importante du monde soit hostile à cette initiative: derrière le motif apparent, invoqué par le Ministre du Trésor américain, Shultz, à la dernière Assemblée Générale de la Banque Mondiale tenue à Nairobi en septembre 1973, motif cité en note (1),

(1) « Nous sommes d'avis que les dénommés *links* fournis au titre d'aide par les DTS ne serviraient, dans la pratique, ni la stabilité monétaire, ni l'expansion économique. L'expérience a largement prouvé qu'il était sage d'envisager séparément la fonction qui consiste à créer la monnaie — ce qui est uniquement l'objet des DTS — et la décision essentiellement politique concernant le transfert et la redistribution des ressources ». (Voir SHULTZ, *Speech to the annual meeting of the board of governors*, BIRD, Summary Proceedings, Nairobi, 24-28 septembre 1973, p. 191).

on trouve la plus grande préoccupation causée par la perspective de voir se consolider un instrument international de règlement autre que le dollar, principal véhicule de l'expansion américaine dans le monde. Il ne faut pas, enfin, oublier le fait que, par le mécanisme du *link* on procéderait à une répartition des fournitures parmi les différents pays industrialisés selon des critères autres que ceux adoptés actuellement, et cette répartition diminuerait sans aucun doute l'apport américain.

On peut en conclure que l'opposition manifestée à l'égard de la nouvelle fonction des droits di tirages spéciaux dans le cadre de la réforme du système monétaire international, constitue une étape importante sur le chemin suivi pour aboutir à des solutions à un échelon mondial, les seules qui peuvent être réellement avantageuses pour le Tiers Monde dans une optique à longue échéance.

De leur côté, les banques centrales des Pays africains (1), soutiennent énergiquement une telle organisation, et recommandent que soient adoptés un *link* organique et une distribution tenant compte spécialement des besoins des nations le plus défavorisées parmi les pays en voie de développement.

(1) Voir ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS, *Report of the third regular meeting*, Lagos, 20-24 août 1973, United Nations Economic Commission for Africa, p. 9.

BIBLIOGRAPHIE

A

- ABSHIRE D. et SAMUELS M., éd., « *Portuguese Africa* », Londres, Pall Mall Press, 1969.
- ADEKUNLE J.O., « *Rates of Inflation in Industrial, Other Developed, and Less Developed Countries, 1949-65* ». IMF Staff Papers, Vol. XV, No. 3, Novembre 1968.
- ADEKUNLE J.O., « *Trends in Income Velocities* ». Central Bank of Nigeria, Economic and Financial Review, Juin 1970.
- ADLER J.H. « *Fiscal Policy in a Developing Country* », K. Berril, éd., *Economic Development with Special Reference to East Asia*, Actes d'une Conférence organisée par l'Association économique internationale, Londres, Macmillan, 1974. Réimprimés dans., A.N. Agarwala and S.P. Singh, éd., *Accelerating Investment in Developing Economies*. Oxford University Press, 1969.
- AHMAD N., « *Deficit Financing Inflation and Capital Formation: The Ghanaian Experience 1960-65* », Munich, Weltforum, 1970.
- AHRENSDORF J. et KANESATHASAN S., « *Variations in the Money Multiplier and their Implications for Central Banking* ». IMF Staff Papers, Vol. VIII, No. 1, Novembre 1960.
- ALBERICI A. et BARAVELLI M., éd., « *L'épargne et les Caisses d'épargne des Pays d'Afrique* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Les marchés du crédit des Pays d'Afrique, No. 7, 1973.
- ALIBERT J., « *L'Afrique dans le système monétaire international* » Europe-France-Outremer, Décembre 1969.
- AMIN S., « *Pour un aménagement du système monétaire des pays africains de la zone franc* ». Le Mois en Afrique, Mai 1969.
- ANDREIS M., « *L'Africa e la Comunità Economica Europea* », Turin, Einaudi, 1967.
- ANON., « *Bank of Ghana: Its New Role in the Development of the Economy* ». Ghana Economic Review 1971-72, Accra, Editorial and Publishing Services, 1972.
- ARCUCCI F., « *Banche commerciali e banche centrali nel finanziamento dello*

- sviluppo* ». Document rédigé à l'occasion d'une Table Ronde sur le rôle des banques commerciales dans le financement du développement, Parme, Mai 1973.
- ARCUCCI F., « Les Caisses d'épargne et les problèmes de la mobilisation de l'épargne dans les pays en voie de développement », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1973.
- ARCUCCI F. et DEMATTÈ C., « Rapport préliminaire sur la création d'une caisse d'épargne ordinaire dans la République du Mali », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1973.
- ARGY V., « *Structural Inflation in Developing Countries* ». Oxford Economic Papers, Mars 1970.
- AROWOLO E.A., « *The Taxation of Low Incomes in African Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. XV, No. 2, Juillet 1968.
- AROWOLO E.A., « *The Development of Capital Markets in Africa, with Particular Reference to Kenya and Nigeria* ». IMF Staff Papers, Vol. XVIII, No. 2, Juillet 1971.
- ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS, « *Articles of Association* », 1968.
- ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS, Séminaire de Tunis, 20 novembre - 4 décembre 1972.
- ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS, « *Report of the Third Regular Meeting* », Lagos, 20-24 Août 1973. United Nations Economic Commission for Africa, 1973.
- ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS, « *Problems, Ways and Means of Promoting West African Entrepreneurship* », Rapport d'un séminaire qui a eu lieu à Freetown, le 26-30 Novembre 1973.
- AUJAC H., « Une hypothèse de travail: L'Inflation, conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux ». Economie Appliquée, Avril/Juin 1950.
- AUTHORITY OF THE COUNCIL OF THE LAGOS STOCK EXCHANGE, « *The Lagos Stock Exchange* », Lagos, 1969.
- AVENTUR J., « Les facteurs de désintégration de l'espace sterling ». Revue juridique et économique du Sud-Ouest, 1958.

B

- BADOUIN R., « Les banques de développement en Afrique », Paris, Pedone, 1964.
- BANCA D'ITALIA, « *Condensé du rapport pour 1967* », Rome, 1968.
- BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS, « *Forty-third Annual Report* », Bâle, 18 Juin 1973.
- BANK OF LIBYA, « *A Brief History of its First Decade 1956-1966* », Tripoli, 1967.
- BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, « *Union Monétaire Ouest Africaine* », 3e édition, Paris, Juin 1969.

- BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, « Les institutions monétaires de la République de Guinée Equatoriale ». BCEAO, Note d'information et statistiques, Juillet 1971.
- BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, « La politique des taux d'intérêt de l'Union Monétaire Ouest Africaine ». BCEAO, Note d'information et statistiques, Février 1973.
- BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, « L'Afrique des monnaies ». BCEAO, Note d'information et statistiques, Juillet 1973.
- BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, « Fonds de garantie des crédits aux entreprises ivoiriennes ». BCEAO, Note d'information et statistiques, Janvier 1974.
- BANQUE DU MAROC, « Le crédit à la petite et moyenne entreprise en Afrique », dans: Association of African Central Banks. Séminaire de Tunis, 20 novembre - 4 décembre 1972.
- BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (Côte d'Ivoire). « The "prêts de soudure" of the BNDA », Country Program Paper, Spring Review of Small Farmer Credit, Vol. VI, Washington, D.C., US Department of State, Février 1973.
- BARATTIERI V., « *Le banche di sviluppo nei paesi emergenti* », Milan, Giuffrè, 1972.
- BARATTIERI V., « *Diritti speciali di prelievo e finanziamento dello sviluppo: una analisi dei costi e benefici* ». Banca, Décembre 1972.
- BAREAU P., « *The Sterling Area* ». Dans: R.S. Sayers, éd., *Banking in the British Commonwealth*, Oxford University Press, 1952.
- BAREAU P., « *Death of the Sterling Area* ». *The Banker*, Août 1972.
- BASU S.K., « *Central Banking in Emerging Countries: A Study of African Experiments* », Londres, Asia Publishing House, 1967. Dans ce livre l'Auteur s'est toujours référé à la traduction italienne: *La banca centrale nei paesi in via di sviluppo*, Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1971.
- BAUER P.T., « *Il crescente distacco* ». *Moneta e Credito*, Décembre 1971.
- BELL P.W., « *The Sterling Area in the Postwar World: Internal Mechanism and Cohesion* », 1946-1952. Oxford University Press, 1956.
- BENGUER A.R., « *Financial Aspects of Libya's Oil Economy* ». IBRD-IMF Finance and Development, Mars 1967.
- BERNSTEIN E.M. et PATEL I.G., « *Inflation in Relation to Economic Development* ». IMF Staff Papers, Vol. II, No. 3, Novembre 1952.
- BERTONI A., « *The Economics of Saving* ». Cours en économie bancaire pour la formation des cadres africains, Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1968.
- BÉZY F., « *Problèmes structurels de l'économie congolaise* », Louvain, Nauwelaerts, 1957.

- BHATIA R.J., « *Inflation, Deflation and Economic Development* ». IMF Staff Papers, Vol. VIII, No. 1, Novembre 1960.
- BHATIA R.J., « *Factors' Influencing Money Supply in BCEAO Countries* ». IMF Staff Papers. Vol. XVIII, No. 2, Juillet 1971.
- BHATIA R.J. et ENGSTRÖM P., « *Nigeria's Second National Development Plan: A Financial Analysis* ». IMF Staff Papers, Vol. XIX, No. 1, Mars 1972.
- BIANCHI E., « *L'uscita dell'Egitto dal blocco della sterlina e sue ripercussioni nel campo economico egiziano* ». Economia Internazionale, Mai 1948.
- BIRNBAUM E.A. et QURESCHI M.A., « *Advance Deposit Requirements for Imports* ». IMF Staff Papers, Vol. VIII, No. 1, Novembre 1960.
- BISTOLFI R., « *Structure économique et indépendance monétaire. L'expérience monétaire de la Tunisie et ses enseignements* », Paris, Cujas, 1967.
- BLOCH-LAINÉ F., « *La Zone franc* ». Paris, Presses Universitaires de France, 1956.
- BLOWERS G.A. et MCLEOD A.N., « *Currency Unification in Libya* ». IMF Staff Papers, Vol. II. No. 3, Novembre 1952.
- BORTOLANI S., « *Le funzioni monetarie della Banca dei Regolamenti Internazionali* », Milan, Giuffrè, 1968.
- BORTOLANI S., « *Le système bancaire du Niger* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Les marchés du Crédit des Pays d'Afrique No. 2, 1971.
- BORTOLANI S., « *La cassa di risparmio del Ghana* ». Il Risparmio, Janvier 1974.
- BORTOLANI S., « *Aspetti dei trasferimenti di capitali verso i paesi in via di sviluppo* ». Il Risparmio, Mai 1974. (ronéotypé).
- BORTOLANI S., « *L'inflazione e l'attività bancaria internazionale* ». Document rédigé à l'occasion d'une Table Ronde sur les effets de l'inflation sur les banques, Parme, Mai 1974.
- BORTOLANI S., « *Inflazione e riflessi monetari internazionali della crisi petrolifera* ». Economia Pubblica, Juillet 1974.
- BOSMAN H., « *Aspetti monetari e finanziari dei problemi dei paesi in via di sviluppo* ». Il Risparmio, Mai 1965.
- BOTTOMLEY J.A., « *The Premium for Risk as a Determinant of Interest Rates in Underdeveloped Rural Areas* ». The Quarterly Journal of Economics, Novembre 1963.
- BOTTOMLEY J.A., « *Monopoly Profit as a Determinant of Interest Rates in Underdeveloped Rural Areas* ». Oxford Economic Papers, Novembre 1964.
- BRECHLING F., « *The Public's Preference for Cash* ». Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Septembre 1958.
- BRIMMER A.F., « *Central Banking and Economic Development* ». Journal of Money, Credit and Banking, Novembre 1971.

- BROWN C.V., « *The Nigerian Banking System* », Londres, Allen & Unwin, 1966.
- BROWN C.V., « *Effective Monetary Control in Developing Countries: The African Experience* ». The Bankers' Magazine, Septembre et Octobre 1968.
- BRUTON H.J., « *Inflation in a Growing Economy* ». Bombay University Press, 1961.
- BUONOMO M., « *Lo scellino somalo: una moneta stabile* ». Bancaria, Avril 1965.
- C
- CAGAN P., « *The Effect of Pension Plans on Aggregate Saving: Evidence from a Sample Survey* », New York, National Bureau of Economic Research, Occasional Paper 95, 1965.
- CAINE S., « *La funzione della politica monetaria nei paesi sottosviluppati* ». Bancaria, Juillet 1961.
- CAIRNCROSS A.K., « *Factors in Economic Development* », Londres, Allen & Unwin, 1962.
- CALVET P., « *Zone franc: évolution récente et perspectives d'avenir* ». Banque, Février 1974.
- CARFORA G., « *L'organizzazione creditizia nei paesi afro-asiatici* ». Bancaria 1961, No. 7.
- CASELLI C., « *Le système bancaire de la Tanzanie* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Les marchés du crédit des Pays d'Afrique No. 10.
- CHANDAVARKAR A.G., « *The Nature and Effects of Gold Hoarding in Under-Developed Economies* ». Oxford Economic Papers, Juin 1961.
- CHANDAVARKAR A.G., « *Interest Rate Policies in Developing Countries* ». IBRD-IMF Finance and Development, Mars 1970.
- CHANDAVARKAR A.G., « *Some Aspects of Interest Rate Policies in Less Developed Economies: The Experiences of Selected Asian Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. XVIII, No. 1, Mars 1971.
- CHANDAVARKAR A.G., « *How Relevant is Finance for Development?* ». IBRD-IMF Finance and Development, Septembre 1973.
- CHELLIAH R.J., « *Trends in Taxation in Developing Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. XVIII, No. 2, 1971.
- CHRISTIAN E. et PAGOULATOS P., « *Domestic Financial Markets in Developing Countries: An Econometric Analysis* ». Kyklos, 1973, No. 1.
- CISSÉ D., « *Problèmes de la formation de l'épargne interne en Afrique Occidentale* », Paris, Présence Africaine, 1962.
- COMMITTEE OF TWENTY, « *Outline of Reform and Accompanying Annexes* ». IMF Survey, 17 Juin 1974.
- CONAN A.R., « *Re-structuring the Sterling Area* ». The Banker, Mai 1968.
- CONFALONIERI A., « *La banca centrale e il controllo del credito* », Milan, éd. Vita e Pensiero, 1967.

- CRAWFORD M., « *Funding the Sterling Balances* ». The Banker, Juillet 1968.
- CRAWFORD M., « *Guarantees for the Sterling Area: A Stronger System Emerges from Basle* ». The Round Table, 1969.
- CRICK W.F., éd., « *Commonwealth Banking Systems* ». Oxford University Press, 1965.
- D
- DAUBRAY A., « La mobilisation de l'épargne pour le développement rural en Afrique ». Etude rédigée à l'occasion de la V^e Conférence mondiale sur le Crédit agricole, organisée par la Fédération internationale du crédit agricole à Milan du 17 au 20 septembre 1973.
- DAY A.C.L., « *The South African Reserve Bank* ». Dans: R.S. Sayers éd., *Banking in the British Commonwealth*. Oxford University Press, 1952.
- DEGUEFE T., « La mobilisation de l'épargne en Ethiopie », dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Milan, Institut International des Caisses d'épargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- DELL'AMORE G., « *Le funzioni delle banche centrali* », Milan, Giuffrè, 1968.
- DELL'AMORE G., « *Economia delle aziende di credito* ». Vol. II: I sistemi bancari, Milan, Giuffrè, 1969.
- DELL'AMORE G., éd., « Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Les marchés du crédit des Pays d'Afrique No. 1, 1971.
- DELL'AMORE G., « *Economia dei saggi attivi bancari* », Milan, Giuffrè, 1971.
- DELL'AMORE G., « *Politique bancaire et politique de l'épargne dans les Pays africains* », dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Institut International des Caisses d'épargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- DELL'AMORE G., « *Economia del risparmio familiare* », Milan, Giuffrè, 1972.
- DELL'AMORE G., « *Il risparmio in una economia dinamica* ». Dans: Saggi sul risparmio privato, Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- DELL'AMORE G., « *Saggi sul risparmio privato* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- DELL'AMORE G., « Le crédit agricole dans les Pays d'Afrique ». Etude rédigée à l'occasion de la V^e Conférence Mondiale sur le crédit agricole, organisée par la Fédération Internationale du crédit agricole à Milan du 17 au 20 septembre 1973 et publiée sous le même titre par la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde. Les marchés du crédit des Pays d'Afrique, No. 8, Milan, 1973.
- DESHMUKH C.D., « *Politica monetaria ed altri strumenti di intervento in una economia in via di sviluppo* ». Banca, Avril 1966.
- DEVELLE M. AND VILLAIN J.P., « *Les Arabo-dollars* ». Banque, Mai 1974.
- DE WILDE J.C., « *The Development of African Private Enterprise* », Washington D.C., IBRD-IDA, Décembre 1971.

DIARRA M., « Les Etats africains et la garantie monétaire de la France », Dakar, Nouvelles Editions Africaines, 1972.

DIARRA M., « Un pas en avant, mais à quand le prochain? ». *Le Monde*, 18 Décembre 1973.

DOGHMI M., « Le rôle de la Banque du Maroc dans le système monétaire et bancaire », Casablanca, imprimeries Réunies, 1967.

DOODHA K., « *Stock Exchange in a Developing Economy* ». Bombay University Press, 1962.

DORRANCE G.S., « *The Effect of Inflation on Economic Development* ». IMF Staff Papers, Vol. X, No. 1, Mars 1963.

DORRANCE G.S., « *The Instruments of Monetary Policy in Countries Without Highly Developed Capital Markets* ». IMF Staff Papers, Vol. XII, No. 2, Juillet 1965.

DORRANCE G.S., « *Inflation and Growth: The Statistical Evidence* ». IMF Staff Papers, Vol. XIII, No. 1, Mars 1966.

DORRANCE G.S., « *The Role of Central Banking in the Less Developed Countries* ». IBRD-IMF Finance and Development, Décembre 1969.

E

EL-KAMMASH M.M., « *Economic Developing and Planning in Egypt* », New York, Praeger, 1968.

EMMINGER O., « *L'inflazione e il sistema monetario internazionale* ». Bancaria, Octobre 1973.

ENUENWOSU C.E., « Rôles et politique des banques centrales africaines dans le développement ». Dans: Association of African Central Banks, Séminaire de Tunis, 20 novembre - 4 décembre 1972.

F

FARLEY R., « *Planning for Development in Libya* », New York, Praeger, 1971.

FORREST O.B., « *Financing Development Plans in West Africa* », Cambridge Mass., Massachusetts Institute of Technology, 1965.

FOUSEK P.G., « *Foreign Central Banking: The Instruments of Monetary Policy* », New York, Federal Reserve Bank of New York, 1957.

FREDIANI L., Présentation à S.K. BASU, « *La banca centrale nei paesi in via di sviluppo* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1971.

FREDIANI L., « Le système bancaire du Gabon et la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Les marchés du crédit des Pays d'Afrique, No. 6, 1974.

FRIMPONG-ANSAH J.H., « *Some Aspects of Monetary Policy in Ghana* ». Bank of Ghana Quarterly Economic Bulletin. Avril-Juin 1971.

FRIMPONG-ANSAH J.H., « *Stock Exchange in Ghana* ». Bank of Ghana Quarterly Economic Bulletin, Juillet-septembre 1971.

FURTADO C., « *Teorie dello sviluppo economico* », Bari, Laterza, 1972.

G

- GANGEMI L., « *Lineamenti di politica della moneta, del credito, della banca e delle assicurazioni nei paesi in via di sviluppo* ». Dans: Scritti in onore di Giordano Dell'Amore, Milan, Giuffrè, 1969.
- GANNAGÉ E., « *Financement du développement* », Paris, Presses Universitaires de France, 1969.
- GEIGER T. et ARMSTRONG W., « *The Development of African Private Enterprise* », Washington D.C., National Planning Association, Mars 1964.
- GERAKIS A.S., « *United Arab Republic: A Survey of Developments During the First Five-Year Plan, 1960/61-1964/65* ». IMF Staff Papers, Vol. XIV, No. 3, Novembre 1967.
- GERMAN FOUNDATION FOR DEVELOPING COUNTRIES, « *Report of the International Seminar on Mobilization of Savings and Local Credit* », Berlin Octobre 1972.
- GHOSH R.N., « *The Quantification of Seasonality of Money Supply in Ghana* », Accra, Legon University, 1972.
- GHOSH S., « *Monetary Control in an Underdeveloped Economy* ». *Economia Internazionale*, Novembre 1960.
- GOLDSMITH R.W., « *Financial Structure and Development* », New Haven, Yale University Press, 1969.
- GRAZIOSI A., « *La banca centrale della Somalia* ». *Il Risparmio*, Novembre 1967.
- GREEN R.H. et SEIDMAN A., « *Unity or Poverty? The Economics of Pan-Africanism* », Harmondsworth, Penguin, 1968.
- GREISINGER H., « *Report on Personal Savings in Zambia* ». UNDP, Décembre 1970.
- GUILLAUMONT P. et GUILLAUMONT S., « *Zone franc et développement: les différentes caractéristiques de la zone franc et leurs effets sur le développement sont-ils dissociables?* ». Dans: Tremblay, éd., *Africa and Monetary Integration*, Montréal, Editions HRW, 1972.
- GUILLAUMONT P. et JEANNENEY S., « *Les Instruments de la politique monétaire dans l'UMOA* ». *Annales africaines*, 1967.
- GUSTAFSON D.R., « *The Development of Nigeria's Stock Exchange* ». Dans: J. Farer, éd., *Financing African Development*, Cambridge Mass., M.I.T. Press, 1965.

H

- HABERLER G., « *The Case Against the Link* ». *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, Mars 1971.
- HANSEN B., « *Inflation Problems in Small Countries* », Le Caire, National Bank of Egypt, 1960.
- HARLANDER H. et MEZGER D., « *Development Banking in Africa* », Munich Weltforum, 1971.
- HARVEY C., « *The Control of Inflation in a Very Open Economy: Zambia 1964-1969* ». *Eastern African Economic Review*, Juin 1971.

HEPP B., « Monnaie et crédit en Afrique noire francophone », Paris, Mars 1967.

HICUBURUNDI J., « Discours sur la Caisse d'épargne du Burundi », dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Milan, Institut International des Caisses d'épargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.

HIGONNET R., « Réflexions sur la zone sterling ». *Economie Appliquée*, Octobre-Décembre 1958.

HINRICHS H.H., « *A General Theory of Tax Structure Change during Economic Development* », Cambridge Mass., Harvard Law School, 1966.

HIRSCHMAN A.O., « *Strategy of Economic Development* », New Haven, Yale University Press, 1958.

HOLBIK K., « *Development Banks: A Catalyst for Economic Progress* ». *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali*, Novembre 1969.

HOLLOWAY R.G., « *The Burden of the Sterling Area* ». *The Bankers' Magazine*, Juillet 1968.

HOUEK J.T.D., « *Financing and Problems of Development Banking* », New York, Praeger, 1967.

HUEBNER G., « *Private Savings in Uganda* ». Dans: P. Marlin, éd., *Financial Aspects of Development in East Africa*, Munich, Weltforum, 1970.

I

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, « *Population Planning* », Washington D.C., Mars 1972.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, « *Industry: Sector Working Paper* », Washington D.C., Avril 1972.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT, « *Trends in Developing Countries* », Washington, D.C., 1973.

INTERNATIONAL BUREAU OF FISCAL DOCUMENTATION, « *African Tax Systems* », Amsterdam, 1970.

INTERNATIONAL MONETARY FUND, « *Surveys of African Economies* », Vol. 1-5, Washington D.C., 1967-1973.

INTERNATIONAL MONETARY FUND, AFRICAN DEPARTMENT, « *The CFA Franc System* », IMF Staff Papers, Vol. X, No. 2, Novembre 1963.

INTERNATIONAL MONETARY FUND, AFRICAN DEPARTMENT STUDY GROUP. « *Financial Arrangements of Countries Using the CFA Franc* ». IMF Staff Papers, Vol. XVI, No. 2, Juillet 1969.

ISONG C.M., « *Modernization of the Esusu Credit Society* ». Nigerian Institute of Social and Economic Research, Conference Proceedings, Décembre 1958.

ISRALSON M., « Les finances publiques congolaises et l'inflation ». *Revue de la Banque*, 1965.

IYOKA M.A., « *An Econometric Analysis of the Main Determinants of Nigerian Money Supply, 1950-64* ». The Nigerian Journal of Economic and Social Studies, Novembre 1969.

J

JALÉE P., « Le tiers monde en chiffres ». Paris, Maspero, 1971.

JELICOE M.R., « *Indigenous Saving Associations in Eastern Africa and the Mobilization of Domestic Savings* ». United Nations Economic Commission for Africa 21 Octobre 1968.

JEUNE AFRIQUE, « La Banque Centrale de Mauritanie ». Entrevue avec Ahmed Ould Daddah, Gouverneur de la Banque Centrale de la Mauritanie, 13 Octobre 1973.

JHA L.K., « *Banking and Development* ». Dans: Reserve Bank of India, Banking and Development, 1970.

JOHNSON H.G., « *Secular Inflation and the International Monetary System* ». The Journal of Money Credit and Banking, Février 1973.

JOSHI M.S., « *The Role of Contractual Saving in the Mobilization of Savings* ». IBRD Paper, 18 Juin 1970.

JOSSA B., éd., « *Economia del sottosviluppo* », Bologne, Il Mulino, 1973.

JUCKER-FLEETWOOD E.E., « *The Monetary and Financial Position of Ghana and Nigeria* ». Centre de Bâle pour la recherche économique et financière, Juin 1960.

JUCKER-FLEETWOOD E.E., « *La politica monetaria e finanziaria di alcuni nuovi paesi africani* ». Bancaria, Juin 1961.

JUCKER-FLEETWOOD E.E., « *Money and Finance in Africa* », Londres, Allen & Unwin, 1964.

K

KAÏS, « Non à l'aventure individuelle ». Jeune Afrique, 16 Décembre 1972.

KAMARCK A.M., « *The Economics of African Development* ». Edition revue, New York, Praeger, 1971.

KAMUZORA P.L., « *Central Banking* ». National Bank of Commerce, Bank Magazine, No. 10, Dar es Salaam, Décembre 1970.

KARDOUCHE G., « *The U.A.R. in Development* », New York, Praeger, 1966.

KATZ S.I., « *Imported Inflation and the Balance of Payments* », New York University, 1973.

KEEGAN W.J., « *Tanganyika's Five-year Development Plan: Sober Realism or Buoyant Optimism?* », Dans: J. Farer, éd., Financing African Development, Cambridge Mass., M.I.T. Press, 1965.

KHATKHATE D.R., « *Instruments of Monetary Control in Developing Economies* ». The Banker, Décembre 1967.

KHATKHATE D.R., « *Analytic Basis of the Working of Monetary Policy in Less Developed Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. XIX, No. 3, Novembre 1972.

KHAZZOM D.J., « *The Currency Ratio in Developing Countries* », New York, Praeger, 1966.

- KRAL A., « *The Role of a Central Bank in a Developing Economy* ». Dans: Reserve Bank of India, Banking and Development, 1970.
- KRATZ J.W., « *The East African Currency Board* ». IMF Staff Papers, Vol. XIII, No. 2, Juillet 1966.
- KROC R., « *Management Strategy of a Central Bank in a Developing Country* ». IBRD-IMF Finance and Development, Juin 1972.
- KRUL N.G., « Quelques aspects de la collecte de l'épargne dans les pays en voie de développement ». Dans: Scritti in onore di Giordano Dell'Amore, Milan, Giuffrè, 1969.
- L
- La Mobilisation de l'épargne dans les Pays Africains. Actes de la Conférence internationale qui a eu lieu à Milan du 20 au 23 septembre 1971, Milan, Institut International des Caisse d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- LACOSTE Y., « *Geografia del sottosviluppo* », Verone, Mondadori, 1968.
- LALL K.B., « *Countering Inflation: The Role of Value Linking* ». IBRD-IMF Finance and Development, Juin 1969.
- LEDUC G., « Les Institutions monétaires africaines: pays francophones », Paris, Pedone, 1965.
- LETICHE J.M., « *The Role of Monetary Institutions in the Economic Conditions and Objectives of African Economic Development* ». University of Montreal, 1971.
- LEVER H., « *Ending the Reserve Role of Sterling* ». The Banker, Janvier 1971.
- LEVIN J., « *The Management of Public Debt in Developing Countries* ». IBRD-IMF Finance and Development, Juin 1970.
- LEWIS W.A., « *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour* ». The Manchester School, Mai 1954. Réimprimé dans: A.N. Agarwala and S.P. Singh, éd., *The Economics of Underdevelopment*, Oxford University Press, 1958.
- LOTZ J.R. et MORSS E.R., « *Measuring Tax Effort in Developing Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. XIV, No. 3, Novembre 1967.
- LOVASY G., « *Inflation and Exports in Primary Producing Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. IX, No. 1, Mars 1962.
- M
- MAKALOU O., « L'équilibre budgétaire dans les pays en voie de développement: cas particulier des états d'Afrique noire », Paris, Maspero, 1970.
- MANFREDINI M., « *L'inflazione nei diversi gradi di sviluppo economico* ». Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Janvier 1972.
- MANSFIELD C., « *Tax Structure in Developing Countries: An Introduction* ». IBRD-IMF Finance and Development, 1971, No. 1.
- MARQUIS P., « Principes et modalités du concours de la banque centrale au financement de l'économie ouest afri-

- caïne », Paris, BCEAO, Etudes économiques ouest africaines No. 11, Novembre 1966.
- MARRAMA V., « *Saggio sullo sviluppo economico dei paesi arretrati* », Turin, Boringhieri, 1967.
- MARRIS P. et SOMERSET A., « *African Businessmen: A Study of Entrepreneurship and Development in Kenya* », Londres, Routledge & Kegan Paul, 1971.
- MARSHALL J., « *Advance Deposits on Imports* », IMF Staff Papers, Vol. VI, No. 2, Avril 1958.
- MARSHALL R.H., « *The Underdeveloped Economy: Some Implications for Central Banking* », Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Mars 1971.
- MARZANO C., « *La funzione del risparmio agricolo nelle economie in via di sviluppo* », Il Risparmio, Septembre 1969.
- MASINI M., « *Il contributo del sistema bancario alla politica del risparmio nei paesi in via di sviluppo* », Il Risparmio, Septembre 1970.
- MAURI A., « *Il mercato del credito nei paesi sottosviluppati* », Milan, Giuffrè, 1966.
- MAURI A., « *Alcune forme tradizionali di intermediazione creditizia in Etiopia* », Il Risparmio, Mars 1967.
- MAURI A., « *Il mercato del credito in Etiopia* », Milan, Giuffrè, 1967.
- MAURI A., « *La promozione del risparmio nei paesi in via di sviluppo* », Il Risparmio, Août 1969.
- MAURI A., « *La genesi della banca centrale nel Kenia, in Tanzania e in Uganda* », Il Risparmio, Janvier 1970.
- MAURI A., « *Les Caisses d'épargne dans les Pays africains* ». Dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- MEIER G.M., « *La crisi della programmazione nei paesi in via di sviluppo* ». Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Octobre 1970.
- MIDLAND BANK REVIEW. « *The Evolution of the Sterling Area: What it Signifies Today* ». Février 1972.
- MITTRA S., « *A New Horizon in Central Banking* », Londres, Asia Publishing House, 1967.
- MLADEK J.V., « *Evolution of African Currencies: The Franc Area* », IBRD-IMF Finance and Development, Septembre 1964.
- MLADEK J.V., « *Evolution of African Currencies: The Sterling Area and Unattached Currencies* ». IBRD-IMF Finance and Development, Décembre 1964.
- MOTTURA P., « *La formation du personnel dans les banques africaines: principes et organisation* ». Dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Milan, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.

- MOTTURA P., « Le système bancaire de la Tunisie, 1956-1970 », Milan, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, No. 4, 1972.
- MOTTURA P., « *Saving Mobilization in Developing African Countries* ». United Nations, Economic and Social Council E/CN.14/HOU/107, 12 Novembre 1973.
- MOTTURA P. et d'autres auteurs « *Rapporto della commissione tecnica per la fondazione di una cassa di risparmio pilota a Wad Medani, Sudan* », Milan, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, Décembre 1970.
- MUNDELL R.A., « *African Trade, Politics and Money* ». United Nations Economic Commission for Africa, Janvier 1971.
- MUZOREWA B.C., « *Money Financial Institutions and Economic Development in Lesotho* », Gaberones, University of Botswana, Lesotho and Swaziland, Juillet 1972.
- MYINT H., « *The Economics of Developing Countries* », Londres, Hutchinson, 1969.
- N
- NASSEF E.S., « *Monetary Policy in Developing Countries* ». Rotterdam University Press, 1972.
- NATIONAL BANK OF COMMERCE (TANZANIA) « *NBC's Role in Tanzania's Socialist Construction* », Dar es Salaam, 1971.
- NBAGUI P., « L'inflation dans les pays en voie de développement », Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Décembre 1972.
- NESCI V., « *Caratteristiche strutturali e funzionali del sistema bancario del Marocco* », 1973.
- NEVIN P., « *Capital Funds in Underdeveloped Countries: The Role of Financial Institutions* », Londres, Macmillan, 1963.
- NEWLYN W.T., « *The Colonial Empire* ». Dans: R.S. Sayers, éd., *Banking in the British Commonwealth*. Oxford University Press, 1952.
- NEWLYN W.T., « *Money in an African Context* ». Oxford University Press, 1967.
- NEWLYN W.T., « *Finance for Development* », Nairobi, East African Publishing House, 1968.
- NEWLYN W.T. et ROWAN D.C., « *Money and Banking in British Colonial Africa* ». Oxford Studies in African Affairs, Oxford University Press, 1954.
- NEW ZEALAND CHANCELLOR OF THE EXCHEQUER, « *The Basle Facility and the Sterling Area* ». Reserve Bank of New Zealand Bulletin, Octobre 1968.
- NOIREAU J., « La Bourse de Tunis ». BCEAO, Note d'information et statistiques, Juillet 1972.
- NORRIS R.W., « *On Inflation in Ghana* ». Dans: J. Farer, éd., *Financing African Development*, Cambridge Mass., M.I.T. Press, 1965.
- NURKSE R., « *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries* ». Oxford University Press, 1967.
- NWANKWO G.O., « *Traditional Banking in Developing Countries* ». The Bankers' Magazine, Février 1973.

O

OLAKAMPO J.O.W., « *Monetary Management in Dependent Economies* ». Economica, Novembre 1961.

ONADO M., « *Le banche di sviluppo dei paesi africani: aspetti istituzionali* ». Dans: Scritti in onore di Giordano Dell'Amore, Vol. III, Milan, Giuffrè, 1969.

ONADO M., « *Controllo sul drenaggio dei risparmi rurali da parte delle banche commerciali* ». Etude non publiée pour la FAO/CARIPLO sur le crédit agricole et les problèmes de l'épargne dans les Pays en voie de développement, Milan, 1973.

ONADO M. et PORTERI A., « *Le système bancaire du Lesotho* », Milan, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, Les marchés du crédit des Pays d'Afrique, No. 9, 1974.

OSSOLA R. et SAVONA P., « *The Future of Sterling: A Logical Approach* ». The Round Table, Octobre 1971.

OWEN J.D., « *The Swaziland Credit and Saving Bank* ». ISBI, World Thrift, 1972, No. 1.

P

PARTNERS IN DEVELOPMENT. *Report of the Commission on International Development*, New York, Praeger, 1969.

PATEL I.G., « *Selective Credit Controls in Underdeveloped Economies* ». IMF Staff Papers, Vol. IV, No. 1, Septembre 1954.

PATRICK H.T., « *Financial Development and Economic Growth in Underdevel-*

oped Countries ». Economic Development and Cultural Change. Janvier 1966.

PA'URU T.H., « *L'union Monétaire Ouest Africaine* ». Banque, Septembre 1970.

PAUW E.J., « *Banking in East Africa* ». Dans: P. Marlin, éd., *Financial Aspects of Development in East Africa*, Munich, Weltforum, 1970.

PEARSON REPORT, « *Partners in Development* ».

PENOUIL M., « *La Coopération monétaire en Afrique de l'Ouest: un édifice utile mais encore très fragile* ». Le Monde Diplomatique, Août 1973.

PERERA P., « *Development Finance: Institutions, Problems and Prospects* », New York, Praeger, 1968.

PETCH W., « *Economic Development and Modern West Africa* », Londres, Allen & Unwin, 1968.

PFEFFERMANN G., « *Men and Machines in Africa* ». IBRD-IMF Finance and Development, Mars 1974.

PICK'S CURRENCY YEARBOOK, New York, plusieurs années.

PLEASE S., « *Saving through Taxation: Reality or Mirage?* ». IBRD-IMF Finance and Development, Mars 1967.

PLUMPTRE A.F.W., « *Central Banking in the British Dominions* ». University of Toronto Press, 1940.

PLUMPTRE A.F.W., « *The Role of Central Banks in Developing Countries* ». Dans: Reserve Bank of India. Banking and Development, 1970.

- POLK M., « *Sterling: Its Meaning in World Finance* », New York, Harper, 1956.
- PORTER R., « *Narrow Markets and Monetary Policy* ». Economic Development and Cultural Change, Octobre 1965.
- PREST A.R., « *Compulsory Lending Schemes* ». IMF Staff Papers, Vol. XVI, No. 1, Mars 1969.
- PREST A.R., « *Fiscal Measures and Capital Accumulation* ». Dans: A.M. Agarwala and S.P. Singh, éd., *Accelerating Investment in Developing Economies*, Oxford University Press, 1969.
- Q
- QUADE W., « *Savings Banks in Egypt* ». ISBI, World Thrift, 1968, No. 6.
- QURESCHI M.A., MIZOE Y. et COLLINGS F. d'A., « *The Liberian Economy* ». IMF Staff Papers, Vol. XI, No. 2, Juillet 1964.
- R
- RAGGETTI G., « *La riorganizzazione del Post Office Savings Bank del Ghana* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- REHER W.C., « *A Multivariate Analysis of Contractual Saving* ». The Review of Economics and Statistics, Février 1966.
- REVIGLIO F., « *Social Security: A Means of Savings Mobilization for Economic Development* ». IMF Staff Papers, Vol. XIV, No. 2, Juillet 1967.
- REVIGLIO F., « *The Social Security Sector and its Financing in Developing Countries* ». IMF Staff Papers, Vol. XIV, No. 3, Novembre 1967.
- RIZK H.S.A., « *La mobilisation de l'épargne intérieure dans la RAU* ». Dans: *La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains*, Milan, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- ROEMER M., « *African Socialism and the Private Sector* ». Dans: J. Farer, éd., *Financing African Development*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1965.
- ROQUES P., « *Le rôle des banques dans le développement en Afrique* ». Nations Nouvelles, Juin 1967.
- ROSSIGNOLI B., « *Le système bancaire de l'Algérie* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Les marchés du crédit des Pays d'Afrique, No. 5, 1973.
- ROSSIGNOLI B., ALBERICI A. et FABRIZI P., « *Istituzioni tradizionali di risparmio* ». Etudé non publiée pour la FAO/CARIPLO sur le crédit agricole et les problèmes de l'épargne dans les Pays en voie de développement, Milan, 1973.
- ROWAN D.C., « *Le banche centrali nel Commonwealth britannico* ». Moneta e Credito, 1953, No. 3.
- RUOZI R., « *Les Caisses d'épargne et le crédit à l'agriculture* ». Dans: *La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains*, Milan, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.

- RUOZI R., Présentation à: « L'épargne et les Caisses d'épargne des Pays d'Afrique », de A. Alberici and M. Baravelli, Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1973.
- RUOZI R., « *Gli effetti dell'inflazione sulla gestione delle aziende di credito* ». Document rédigé à l'occasion d'une Table Ronde sur les effets de l'inflation sur les banques, Parme, Mai 1974.
- RYELANDT B., « L'inflation en pays sous-développés », Paris, Muton, 1970.
- S
- SAINT MARC C., « La monétarisation, condition de la croissance en Afrique Occidentale ». University of Montréal, 1971.
- SAINT MARC M., « Zone franc et décolonisation », Paris, SEDES, 1964.
- SÁNCHEZ J.C., « *Money and Banking in the United Arab Republic* ». IMF Staff Papers, Vol. XII, No. 2, Juillet 1965.
- SAYERS R.S., « *Central Banking in Underdeveloped Countries* ». Dans: Central Banking after Bagehot. Oxford University Press, 1957.
- SAYERS R.S., éd., « *Banking in the British Commonwealth* ». Oxford University Press, 1952.
- SCIMONE G., « *Profili economici dei paesi del Commonwealth* », Milan, Giuffrè, 1966.
- SECCHI C., « *Diritti speciali di prelievo e finanziamento dello sviluppo: i termini del problema* ». Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Juin 1972.
- SECCHI C., « *Il rinnovo della associazione tra la CEE e i SAMA e le tendenze della politica comunitaria verso i paesi sottosviluppati* ». Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali, Novembre 1973.
- SEN S.N., « *Central Banking in Underdeveloped Money Markets* », Calcutta, Bookland Private, 1961.
- SERENI J.P., « A qui profite la zone franc? ». Jeune Afrique, 12 Octobre 1971.
- SERENI J.P., « Le franc CFA en dix questions ». Jeune Afrique, 16 Décembre 1972.
- SHANNON H.A., « *Evolution of the Colonial Sterling Exchange Standard* ». IMF Staff Papers, Vol. I, No. 2, Avril 1951.
- SHANNON H.A., « *The Modern Colonial Sterling Exchange Standard* ». IMF Staff Papers, Vol. II, No. 2, Avril 1952.
- SHERWOOD S., « Techniques pour la mobilisation de l'épargne intérieure. Pourquoi et comment se présente l'assistance des Nations Unies ». Dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains. Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- SHULTZ G.P., « *Speech to the Annual Meeting of the Board of Governors* ». IBRD Summary Proceedings, Nairobi, 24-28 Septembre 1973.

- SIMEONE F., « *La raccolta del risparmio ed il suo investimento nell'industria nei paesi in via di sviluppo* ». Rivista di Politica Economica, Dicembre 1968.
- SIMON G., « La politique d'open-market dans les pays sous-développés ». Moneta e Credito, Juin 1962.
- SINGER H.W., « *Deficit Financing of Public Capital Formation, with Special Reference to the Inflationary Process in Underdeveloped Countries* ». Dans: A.N. Argwala et S.P. Singh, éd., *Accelerating Investment in Developing Economies*, Oxford University Press, 1969.
- SINNWELL E., « Comment travaillent les Caisses d'épargne. Nécessité d'une collaboration à l'échelle mondiale. Dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Milan, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.
- SOWELEM R.A., « *Towards Financial Independence in a Developing Economy: An Analysis of the Monetary Experience of the Federation of Rhodesia and Nyasaland, 1952-63* », Londres, Allen & Unwin, 1967.
- SPANGLER S.M., « *Promoting Private Investment in Less Developed Countries* ». Dans: J. Farer, éd., *Financing African Development*. Cambridge Mass., M.I.T. Press, 1965.
- SPENGLER H.A., « *Is the Sterling Area Disintegrating?* ». The Banker, Janvier 1964.
- SPIRO J.M., « Les banques de développement et le crédit aux petits producteurs en Afrique noire et en Amérique du Sud », Genève, Droz, 1966.
- STAMMATI G., « *Il sistema monetario internazionale* », Turin, Boringhieri, 1973.

T

- TAGI G., « *Considerazioni sulla efficienza del mercato finanziario in un paese ad economia sottosviluppata* ». Dans: Scritti in onore di Giordano dell'Amore, Vol. III, Milan, Giuffrè, 1969.
- TALWAR R.K., « *Problems of Expansion of Banking in Rural Areas* ». Reserve Bank of India, Banking and Development, 1970.
- TAMAGNA F.M., « *La banca centrale nell'America Latina* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1966.
- TAYLOR A.T.B., « Problèmes, voies et moyens de promouvoir l'esprit d'entreprise chez les africains: l'expérience de l'Afrique de l'Ouest ». Dans: Association of African Central Banks, Séminaire de Tunis, 20 novembre - 4 décembre 1972.
- TERIBA O., « *The 1967-69 Banking Amendments in Nigeria. An Appraisal of Financial Adaptation in an Underdeveloped War Economy* ». The Nigerian Journal of Economic and Social Studies, Mars 1969.
- THIRWALL A.P. et BARTON C.A., « *Inflazione e sviluppo: raffronti internazionali* ». Moneta e Credito, Dicembre 1971.

TINBERGEN J., « La Deuxième décennie du développement, 1971-1980 ». Association Europe-Tiers Monde, 1971.

TINBERGEN J., « Epargne et développement: Méthodes et moyens pour atteindre les objectifs de la deuxième décennie pour le développement ». Dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Milan, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.

TSARO-WIWA K., « Don't mind the pill-pedlars - We need more babies here ». Daily Times (Lagos), Octobre 1971.

TUROT P., « Les marchés financiers dans les pays sous-développés africains ». Banque, Décembre 1961 et Janvier 1962.

U

UNA NUOVA ASSOCIAZIONE FRA L'EUROPA DEI NOVE E L'AFRICA. Actes d'une Conférence Internationale qui a eu lieu à Milan le 29-30 mars 1974. Istituto per le relazioni tra l'Italia e i paesi dell'Africa, America Latina e Medio Oriente, 1974.

UNITED NATIONS, « Measures for the Economic Development of Under-developed Countries », New York, UN Department of Economic Affairs, 1951.

UNITED NATIONS, « Report of the Inter-regional Seminar on the Mobilization of Personal Savings in Developing Countries », Stockholm, 2-11 Août 1971.

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT, « International Development Strategy in Action », Santiago del Chile, 13 Avril 1972.

UNITED NATIONS ECONOMICS COMMISSION FOR AFRICA, « A Survey of Economic Conditions in Africa », 1969.

U TUN WAI, « Interest Rates in the Organized Money Markets of Underdeveloped Countries ». IMF Staff Papers, Vol. V, No. 2, Août 1956.

U TUN WAI, « Interest Rates Outside the Organized Money Markets of Underdeveloped Countries ». IMF Staff Papers, Vol. VI, No. 1, Novembre 1957.

U TUN WAI, « The relation between Inflation and Economic Development: A Statistical Inductive Study ». IMF Staff Papers, Vol. VII, No. 2, Octobre 1959.

U TUN WAI, « Financial Intermediaries and National Savings in Developing Countries », New York, Praeger, 1972.

V

VAN DER MENSBRUGGHE J., « Domestic Savings in Developing Countries ». IBRD-IMF Finance and Development, 1972, No. 1.

VAN DE VEN P.J. et WOLFSON D.J., « Problems of Budget Analysis and Treasury Management in French-speaking Africa ». IMF Staff Papers, Vol. XVI, No. 1, Mars 1969.

VENKATARAMAN S., « Sunset over the Sterling Area ». The Economic Weekly (Bombay), 15 Février 1958.

VINAY B., « L'organisation, les problèmes monétaires et la politique de crédit dans l'union monétaire d'Afrique centrale », Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Septembre 1971.

VÖLLING J., « Les Caisses d'épargne et le financement de logements ». Dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains, Milan, Institut International des Caisses d'Epargne et Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972.

W

WATERSTON A., « *Development Planning: Lessons of Experience* », Baltimore, John Hopkins Press, 1965.

WEISE H., « *The Role of Sterling after Britain's Entry into a European Economic Community: A Continental View* », Tilburg, SUERF, 1972.

WHETHAM E.H. et CURRIE J.I., « *The Economics of African Countries* ». Cambridge University Press, 1969.

WHITE W.H., « *Measuring the Inflationary Significance of a Government Budget* ». IMF Staff Papers, Vol. I, No. 2, Avril 1951.

WILLIAMSON G.I., « *The Role and Practices of Commercial Banks and Other Institutions in Financing Development* », Le Caire, National Bank of Egypt, 1965.

WOHEEL R., « *Il sistema bancario liberiano* », Milan, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Notiziario del centro per il credito agrario nei paesi in via di sviluppo, Juillet 1973.

Z

ZULU J.B., « *Central Banking and its Role in the National Economy* », Lusaka, Bank of Zambia, 1970.

ZULU J.B. et MUJUMBAR N.A., « *The Case for a National Commercial Bank* », Lusaka, Bank of Zambia, 1970.



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	VII
-------------------	-----

Introduction

LES PAYS AFRICAINS AU COURS DES ANNÉES SOIXANTE-DIX .	3
CARACTÉRISTIQUES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE .	15

Chapitre I: HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION

1.1 GÉNÉRALITÉS	27
1.2 ANCIENS TERRITOIRES FRANÇAIS	29
1.3 TERRITOIRES AYANT APPARTENU AUTREFOIS A LA ZONE STERLING . .	37
1.4 ANCIENS TERRITOIRES BELGES	50
1.5 ANCIENS TERRITOIRES ESPAGNOLS	52
1.6 ANCIENS TERRITOIRES ITALIENS	53
1.7 COLONIES PORTUGAISES	54
1.8 PAYS SANS PASSÉ COLONIAL	56

Chapitre II: CARACTÉRISTIQUES DES STRUCTURES

2.1 ASPECT JURIDIQUE, CAPITAL, ORGANISATION	61
2.2 BUTS FIXÉS PAR LES STATUTS, FINALITÉS INSTITUTIONNELLES ET MISSIONS	69
2.3 BANQUES UNIQUEMENT CENTRALES OU MIXTES?	72
2.4 STRUCTURE DU MARCHÉ DU CRÉDIT	74

Chapitre III: LES FONCTIONS MONÉTAIRES

3.1 GÉNÉRALITÉS CONCERNANT L'ÉMISSION	87
3.2 CARACTÈRES QUALI-QUANTITATIFS DE LA MONNAIE EN CIRCULATION .	91

Chapitre IV: LES INSTRUMENTS DE CONTRÔLE DU CRÉDIT

4.1 LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE	99
4.2 LES INSTRUMENTS DE CONTRÔLE DU CRÉDIT DANS LEUR ENSEMBLE	103
4.3 LA POLITIQUE DES REFINANCEMENTS	107
4.4 LES OPÉRATIONS DE MARCHÉ OUVERT	117
4.5 LA DISCIPLINE DES RÉSERVES DE LIQUIDITÉ OBLIGATOIRES	119
4.6 LES INSTRUMENTS DE CONTRÔLE SÉLECTIFS	124
4.7 CONCLUSIONS: DISPONIBILITÉ ET COÛT DU CRÉDIT	132

Chapitre V: LE FINANCEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE

5.1 LA BANQUE CENTRALE ET L'ÉTAT	141
5.2 LA POLITIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE ET SON FINANCEMENT	147

Chapitre VI: LA CONTRIBUTION DES BANQUES CENTRALES AU DÉVELOPPEMENT

6.1 GÉNÉRALITÉS	163
6.2 L'ÉPARGNE DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	164
6.3 TYPES D'ÉPARGNE	168
6.4 MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES	182
6.5 EXTENSION DES MARCHÉS MONÉTAIRES ET FINANCIERS	195
6.6 CRÉATION DE BOURSES DE VALEURS EN AFRIQUE	205
6.7 INFLATION ET DÉVELOPPEMENT	219

Chapitre VII: LES RAPPORTS AVEC L'ÉTRANGER

7.1 MONNAIES INDÉPENDANTES ET ZONES MONÉTAIRES	247
7.2 LA ZONE FRANC	253
7.3 LA ZONE STERLING	277
7.4 CONCLUSIONS: ASPECTS D'UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT	286

BIBLIOGRAPHIE	301
-------------------------	-----

LISTE DES TABLEAUX, DES CARTES SCHÉMATIQUES ET DES GRAPHIQUES

TABLEAUX

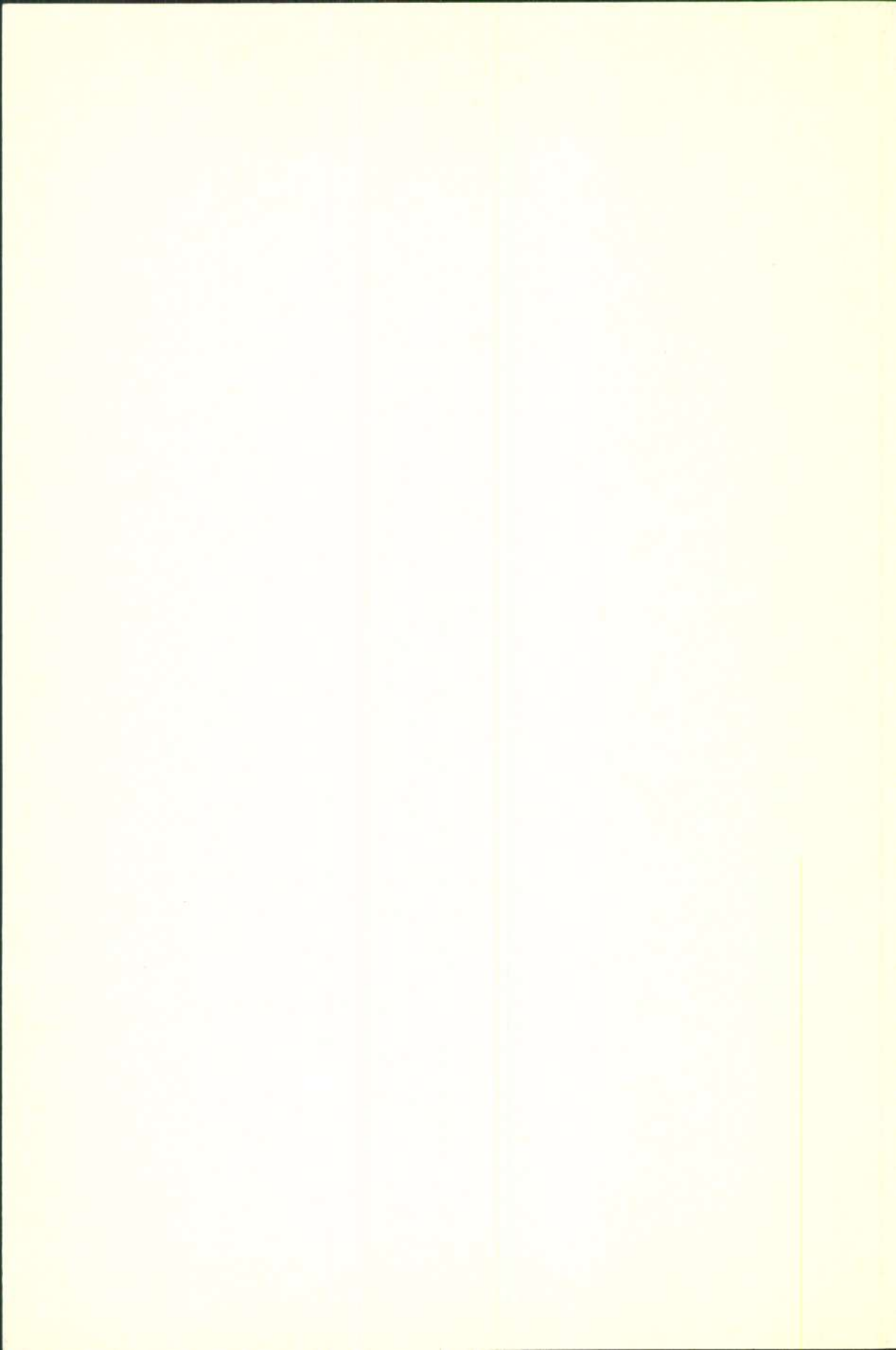
1. Pays d'Afrique indépendants: superficie, population, langue et capitale	7
2. Pays d'Afrique indépendants: date de l'indépendance et dernière puissance colonisatrice	11
3. Afrique: PNB aux prix du marché (1971), PNB <i>pro capite</i> (1971) et taux de croissance moyen par an (1960-1971 et 1965-1971)	21
4. Pays autrefois territoires français	38
5. Territoires ayant appartenu autrefois à la zone sterling	50
6. Territoires n'ayant appartenu ni à la zone franc ni à la zone sterling .	59
7. Dans quelques pays africains: rapport monnaie/revenu et pourcentage des dépôts à vue plus la quasi-monnaie sur le total de la monnaie, au cours des toutes dernières années	95
8. Transactions effectuées à la Bourse des valeurs de Lagos	215
9. Transactions effectuées à la Bourse des valeurs de Tunis	218
10. Indices des prix à la consommation	220
11. Valeur des matières premières et des produits manufacturés en pourcentage des exportations totales pour les années 1960 et 1970	287
12. Flux net de ressources financières vers les pays sous-développés	289

CARTES SCHÉMATIQUES

1. Afrique politique jusqu'en 1974	6
2. Afrique politique sous le régime colonial et date de la conquête de l'indépendance par les colonies	10

GRAPHIQUES

1. Valeur globale du produit national brut dans le monde	19
2. Produit national brut pro capite et taux de croissance dans les grands territoires	20



ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 30 JUIN 1975
PAR LES SOINS DU SERVIZIO STUDI E STATISTICA
DE LA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE
SUR LES PRESSES DE GRAFICA COMENSE - TAVERNERIO (CÔME)

